

ESPAGNE

NOUVEL ELDORADO POUR LES TRAVAILLEURS AFRICAINS

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8045 MERCREDI 20 NOVEMRE 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

ETATS-UNIS

Les nouveaux plans d'espionnage

Page 7

DE LA SÉCURITÉ À L'ÉCONOMIE

LES HOMMES-CLÉS DU PRÉSIDENT



Dans son second mandat, Abdelmadjid Tebboune déploie une série de réformes stratégiques pour répondre aux enjeux économiques, sécuritaires, diplomatiques et sociaux. Avec un gouvernement renouvelé et des ministres-clés à la tête de secteurs vitaux, le Président met l'accent sur la modernisation de l'armée, la diversification de l'économie, le renforcement de la diplomatie et la poursuite d'un ambitieux programme de construction de logements. Ces priorités visent à assurer la stabilité du pays, tout en consolidant son rôle stratégique sur la scène mondiale.
Lire notre dossier en pages 2, 3 et 4

SECURA 2024

Les nouveaux défis de la cybersécurité

Page 5

THÉÂTRE

L'épopée du Grand Erg sur les planches

Page 9

LIGUE 1 : MCA - CRB

Choc des extrêmes au 5-juillet

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

DE LA SÉCURITÉ À L'ÉCONOMIE

Les hommes-clés du Président

Dans son second mandat, Abdelmadjid Tebboune déploie une série de réformes stratégiques pour répondre aux enjeux économiques, sécuritaires, diplomatiques et sociaux de l'Algérie.

Avec un gouvernement renouvelé et des ministres-clés à la tête de secteurs vitaux, le président met l'accent sur la modernisation de l'armée, la diversification de l'économie, le renforcement de la diplomatie internationale et la poursuite d'un ambitieux programme de construction de logements. Ces priorités visent à assurer la stabilité interne du pays, tout en consolidant son rôle stratégique sur la scène mondiale, dans un contexte de défis croissants, tant au niveau régional qu'international.

Le général d'armée Saïd Chanegriha, qui a été nommé en tant que ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, témoigne de la continuité et de la stabilité de l'appareil militaire. Le général Chanegriha, à la tête de l'ANP, continue de piloter les grandes réformes dans le domaine de la modernisation des forces armées, qui s'étendent à la formation, l'instruction et la cybersécurité, un secteur jugé stratégique face aux nouvelles menaces.

L'Algérie joue un rôle stabilisateur dans la région, ce qui est reconnu par les instances internationales. Le pays, conscient des menaces sécuritaires régionales et mondiales, mise aussi sur la réorganisation et le renforcement de l'Armée nationale populaire (ANP), qui sont essentiels, tant sur le plan matériel que sur l'organisation interne.

Dans son programme électoral, M. Tebboune a souligné la nécessité de renforcer les capacités de défense terrestres, aériennes et maritimes. Il a mis l'accent sur la modernisation des infrastructures de défense, la multiplication des satellites et l'intensification des efforts en matière de cyberdéfense. À travers ces réformes, le Président aspire à garantir la sécurité, la souveraineté et l'intégrité territoriale.

L'un des grands défis du second mandat de M. Tebboune est de réussir à diversifier l'économie algérienne et réduire la dépendance aux hydrocarbures. La politique économique du gouvernement est donc centrée sur l'encouragement de la production locale et l'augmentation des exportations hors hydrocarbures.

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, et le ministre du Commerce extérieur, Mohamed Boukhari, ont été nommés pour



L'équipe du second mandat.

mener à bien cette stratégie. Ces derniers ont pour mission de faciliter l'accès au marché international pour les entreprises algériennes, tout en renforçant les capacités industrielles du pays. En parallèle, le développement des secteurs miniers, notamment les gisements de fer, de phosphate et de zinc, sera un levier pour sortir de la dépendance des matières premières fossiles.

L'ALGÉRIE COMME LEADER DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le gouvernement a également mis en place des mesures concrètes pour soutenir l'exportation : réduction des obstacles administratifs, simplification des procédures et encouragement de nouveaux investissements. Ces efforts ont permis de constater des résultats tangibles, avec une augmentation notable des exportations hors hydrocarbures, atteignant 5,9 milliards de dollars en 2022, un chiffre en forte progression par rapport aux années précédentes.

L'accent est également mis sur l'énergie et les énergies renouvelables. Noureddine Yassaa, nouveau secrétaire d'État chargé des Énergies renouvelables, illustre cette volonté de positionner l'Algérie comme leader dans la transition énergétique, tout en exploitant ses ressources naturelles pour renforcer sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

L'Algérie entend redéfinir sa place sur la scène internationale sous la houlette de Ahmed Attaf, chargé du ministère d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. La diplomatie, avec la nomination de Salma Mansouri, en tant que secrétaire d'État, chargée des relations africaines, cherche à renforcer les liens avec le continent africain, un domaine important pour la stabilité et la prospérité de l'Algérie.

Dans ce contexte, Tebboune met l'accent sur la nécessité de diversifier les relations internationales du pays. Cela inclut le renforcement des partenariats avec les puissances émergentes, la consolidation des liens avec les pays voisins et le développement de nouvelles alliances économiques et stratégiques, notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine. La diplomatie se caractérise par son engagement en faveur de la paix, de la sécurité et du respect des droits humains.

L'Algérie s'efforce également de jouer un rôle central dans les organisations internationales, en prenant part activement aux initiatives de paix au Moyen-Orient et en Afrique, tout en plaidant pour la résolution des conflits en Libye, au Mali et au Sahara occidental. L'entrée de l'Algérie au Conseil de sécurité de l'ONU en janvier 2024 marque un tournant important dans cette ambition de jouer un rôle de médiateur et de contributeur à la stabilité mondiale.

Le secteur de l'habitat constitue également une priorité dans le second mandat de Tebboune. En réponse à la demande croissante de logements, le Président a réitéré son engagement à poursuivre la réalisation de projets d'habitat dans toutes les formules, avec une ambition d'offrir deux millions de logements durant ce mandat.

Sous la direction du ministre de l'Habitat, Mohamed Tarek Belaribi, le gouvernement continue de déployer des programmes ambitieux, dont le nouveau programme de location-vente AADL 3, qui vise à rendre accessible le logement pour les Algériens à revenus modestes. La politique de l'habitat est ainsi renforcée pour répondre aux besoins d'une population en croissance et améliorer les conditions de vie de millions de citoyens.

Meriem Djouder

COMMERCE EXTÉRIEUR

Un nouveau ministère pour booster les exportations

LE TOUT nouveau ministère du Commerce extérieur, chapeauté par Mohamed Boukhari, créé dans la composition du nouveau gouvernement nommé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avant-hier, va regrouper toutes les actions qui sont orientées vers la diversification des exportations dans la continuité de la vision économique de l'Algérie. C'est ce qu'a déclaré l'économiste Mohamed Achir au Jeune Indépendant.

M. Achir a affirmé : « Le commerce extérieur ne peut pas être déconnecté de la sphère économique du pays. L'économie algérienne est une économie extravertie, autrement dit, nous avons une production locale qui dépend des intrants importés de l'extérieur, cela dans un contexte où le pays veut diversifier ses exportations hors hydrocarbures ». La création d'un ministère chargé du Commerce extérieur répond justement à l'importance d'établir une politique du commerce extérieur « qui va coordonner les objectifs de la diversification économique du pays en termes de production, mais aussi, cette politique prend en considération les besoins réels de la consommation locale des individus ou des entreprises ». Cette politique, selon M. Achir, contribue à « la gestion rationnelle des importations de façon à ne pas pénaliser la production locale et le besoin de consommation domestique des ménages ». « Nous sommes dans une chaîne de valeur internationale où tous les maillons de la chaîne de diversification de l'économie sont liés », a-t-il fait savoir, relevant qu'« il ne faut pas ne pas se limiter à des mesures serrées dans une stratégie globale, mais avoir une politique économique intégrée qui va appuyer la production nationale ».

Concernant la promotion du commerce extérieur, l'expert a souligné que le nouveau département « va mutualiser les actions de différentes structures du commerce extérieur déjà existants », affirmant que plusieurs dossiers attendent ce ministère, notamment la négociation de l'Accord d'association avec l'Union européenne (UE), et la concrétisation des objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), dont l'Algérie a rejoint officiellement, depuis le 1er novembre, et ce, après la ratification de l'accord en 2021.

Par ailleurs, selon M. Achir, une politique du commerce extérieur « nécessite aussi une politique de change adéquate », il a également indiqué qu'« Il faut gérer le taux de change de façon qui répond justement aux objectifs tracés dans le programme de diversification de l'économie, surtout en ce qui concerne la remontée des filières ». Et d'ajouter : «Il y a, là, un choix des filières à valoriser, tant en termes d'une stratégie de substitution des importations qu'en termes d'une stratégie de pénétration dans les marchés à l'international ». Tout ceci s'inscrit dans le cadre des engagements du président de la République, qui avait annoncé que l'objectif principal pour ce deuxième mandat est de maintenir le niveau de croissance de l'économie nationale au-dessus de 3,9%. Il faut rappeler que l'Algérie a enregistré un taux de croissance économique de 4,1% en 2024. En sus de la construction d'une économie moins dépendante des hydrocarbures et des aléas du marché pétrolier, en augmentant la valeur des exportations hors hydrocarbures et en réduisant les importations à leur plus bas niveau.

Rim Boukhari

APRÈS LE REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Les Affaires étrangères : une nouvelle dimension

Le dernier remaniement ministériel opéré par le président de la République constitue un tournant pour la diplomatie algérienne. En plus du maintien de Ahmed Attaf dans son poste, qui a même pris du galon en étant désigné ministre d'Etat, son département vient de connaître une réorganisation totale, et ce en introduisant des changements très significatifs dans un secteur stratégique.



Des changements significatifs.

Pour les observateurs, la création de deux secrétariat d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, en l'occurrence un chargé des affaires africaines et un autre dédié à la communauté nationale à l'étranger, met en exergue les ambitions de la diplomatie algérienne dans deux segments sensibles.

Cette formule expérimentée auparavant, sous d'autres formes et structures, souligne la volonté de l'Etat algérien de prendre en charge les préoccupations de la diaspora, notamment en Europe, et celles du continent et du voisinage, accablé par le sous-développement, les périls et les menaces sécuritaires, ainsi que par les ingérences de puissances régionales et étrangères. Ainsi, le premier poste concernant la Communauté nationale à l'étranger a été confié à Sofiane Chaib, alors que Selma Bakhta Mansouri est nommée secrétaire d'Etat chargée des Affaires africaines. Il est clair que ces changements, ou redimensionnement, traduisent en réalité la doctrine traditionnelle de la diplomatie algérienne, d'autant que l'entrée, en janvier 2024, de l'Algérie au Conseil de sécurité en tant que membre non permanent de cet organe central des Nations unies se veut surtout une occasion pour réaffirmer les principes directeurs de sa politique extérieure, en veillant à porter la voix des pays africains, victimes d'une injustice flagrante. Ainsi, en se dotant d'un secrétariat d'Etat chargé des Affaires africaines, l'Algérie exprime sa priorité envers un continent, qui est en proie à des tensions et des actes de déstabilisation, de toutes sortes. En Afrique, des régions et des territoires demeurent toujours sous la menace de périls internes et externes. En Libye, paralysée par les divisions et les ingérences étrangères, au Sahara occidental, toujours sous occupation coloniale marocaine, au Soudan où la guerre civile s'éternise avec son lot de famines, d'épidémies et d'exodes massif des populations, au Sahel, menacé par les hordes terroristes et les réseaux criminels transfrontaliers, les crises sanitaires et alimentaires, les préoccupations sont nombreuses et délicates.

Ces dossiers chauds africains pèsent lourdement sur la paix, la stabilité et l'essor économique de tout le continent. L'Algérie, en tant que force pacifique et de progrès, milite pour faire valoir le dialogue et les règlements diplomatiques, en étant déjà au Conseil de sécurité, comme dans toutes les institutions de l'Union africaine, le meilleur avocat de l'Afrique, plaidant en faveur des causes justes et des droits des peuples et de ses aspirations légitimes.

L'Algérie a investi un fonds colossal pour apporter sa pierre à l'édifice du développement dans sa profondeur africaine, grâce aux nombreux projets titanesques, comme le gazoduc transsaharien, la route transsaharienne, la boucle en fibre optique, la création de zones franches avec le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Tunisie et la Libye, l'adhésion à la Zone de libre-échange africaine, les nouvelles dessertes aériennes et maritimes et les facilitations offertes aux opérateurs nationaux pour exporter leurs produits et investir dans le continent. De plus, l'Algérie a dégagé un fonds spécial d'un milliard de dollars pour financer des projets sociaux dans le continent, notamment dans des pays secoués par des crises économiques et sociales, par l'intermédiaire d'une agence nationale créée à cet effet. S'agissant de notre communauté à l'étranger, ce segment est devenu l'une des préoccupations de l'Etat algérien, en raison des dangers qui ciblent nos compatriotes, notamment en Europe. Dans le Vieux Continent, surtout en France, les Algériens sont victimes d'actes racistes, xénophobes, islamophobes, de marginalisation et d'exclusion, depuis la montée en puissance des courants ultra-radicaux et des partis extrémistes. Cette diaspora, qui compte plusieurs millions de personnes, exprime des besoins spécifiques et surtout un soutien politique, diplomatique, social et culturel.

Mohamed K.

LE NOUVEAU MINISTRE DE LA COMMUNICATION PREND SES FONCTIONS

Mohamed Meziane fixe les priorités

MOHAMED MEZIANE a officiellement pris, hier, ses fonctions de ministre de la Communication, succédant à Mohamed Laagab. Lors de la cérémonie de passation de consigne, M. Meziane a exprimé sa gratitude envers le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance qu'il lui a accordée en lui confiant ce poste, afin de contribuer, par des efforts constants, à permettre aux médias nationaux de franchir de nouvelles étapes. Le ministre a précisé que ces étapes visaient à mettre en valeur la réputation internationale de l'Algérie, sa place dans le monde, ses valeurs et son influence, ainsi que ses aspirations légitimes.

Il a fait savoir que ses priorités seraient de réaliser un « bond en avant » pour les médias nationaux, en insistant sur la nécessité de renforcer leur rôle, leur indépendance et leur efficacité. Selon lui, « il n'y aura aucune distinction entre les médias publics et privés » dans le cadre de sa politique. Mettant l'accent sur la diversité des médias en Algérie, il a précisé que ce traitement concerne également les médias affiliés à des partis politiques. « Les premières actions que je vais entreprendre visent à réaliser une avancée pour les médias nationaux dans toutes leurs composantes », a-t-il affirmé, soulignant que « les médias nationaux ont honoré l'Algérie par leurs positions élevées en faveur de la justice et du soutien aux peuples opprimés ».

PROMOUVOIR L'IMAGE DE L'ALGÉRIE À L'INTERNATIONAL

Le ministre a également mis en exergue l'importance de promouvoir l'image de l'Algérie à l'international. Pour lui, les médias doivent être des instruments stratégiques pour faire rayonner l'Algérie sur la scène internationale et soutenir ses aspirations légitimes. « La réputation internationale de l'Algérie, sa place dans le monde, ses valeurs et son influence doivent être au cœur de notre action », a-t-il souligné. Il a ajouté que les médias nationaux doivent véhiculer une image de l'Algérie qui reflète non seulement les réalités actuelles mais aussi les ambitions futures du pays. Le nouveau ministre a ensuite détaillé les grandes lignes des réformes qu'il envisage pour les médias algériens. Il a souligné qu'il était essentiel de porter une attention particulière à la professionnalisation des pratiques médiatiques.

Il a ainsi déclaré : « Nous souhaitons élever ces médias et leurs pratiques professionnelles à des niveaux plus efficaces ». Il a également affirmé que « le service au citoyen est notre boussole qui éclaire notre chemin ». Pour M. Meziane, les médias doivent jouer un rôle primordial dans la transmission de l'information et le renforcement du lien entre les institutions et les citoyens. Il a relevé que « nos médias doivent être des outils au service de l'Etat et de ses projets de développement, mais aussi des espaces de dialogue et de réflexion pour la société ».

Le ministre a également précisé que l'un des objectifs clés de son département est de mener un travail approfondi d'analyse, d'évaluation et de prospective pour identifier les priorités de transformation et les plans d'action nécessaires. Il a révélé que cette phase de transition dans le secteur des médias serait « marquée par sa sensibilité et sa précision à tous les niveaux ».

La transformation que vit l'Algérie, tant au niveau politique qu'économique, impose selon M. Meziane, que chaque action entreprise par le ministère repose sur une base de vigilance solide, de prudence et de respect des valeurs nationales. Le ministre a évoqué la nécessité de préserver l'unité nationale et de respecter les principes qui fondent l'identité de l'Algérie, dans un contexte mondial complexe où les défis géopolitiques sont nombreux.

Le nouveau ministre a tenu à exprimer ses remerciements à son prédécesseur, Mohamed Laagab, soulignant leur relation de longue date. « Une relation amicale de 30 ans nous lie », a-t-il précisé, mettant ainsi en lumière l'esprit de continuité et de coopération qui existe au sein du ministère de la Communication.

Il convient de noter que Mohamed Meziane a débuté son parcours académique par des études d'histoire à l'Université d'Alger, où il a obtenu sa licence en 1984. Il a ensuite approfondi sa passion pour les sciences de la communication, en obtenant un master en 1995, puis un doctorat d'Etat en 2001 dans le même domaine. Il a également élargi sa vision des relations internationales en se spécialisant en économie internationale à l'Université d'Orléans, en France. Il a consacré une partie de sa carrière à l'enseignement supérieur, où il a travaillé comme professeur à l'Institut de journalisme et à l'Institut d'histoire de l'Université d'Alger.

De plus, il a commencé une carrière diplomatique au ministère des Affaires étrangères (MAE), où il a dirigé le bureau de presse internationale à la fin des années 1990. Depuis, il a occupé des postes de haut niveau, consolidant sa présence sur la scène internationale, parmi lesquels comme conseiller près de l'ambassade d'Algérie à Rabat et conseiller et chargé d'affaires auprès de l'ambassade d'Algérie à Tokyo, à New Delhi. Il a également été nommé ambassadeur d'Algérie au Mozambique et au Malawi. De retour au pays, il était directeur de la communication, de l'information et de la documentation au MAE depuis octobre 2019.

Sihem Bounabi

EDUCATION NATIONALE

Ce que les syndicats attendent du nouveau ministre

Les syndicats de l'éducation nationale ont les yeux braqués sur le nouveau ministre du secteur, Mohamed Seghir Saâdaoui. Leurs attentes sont grandes et se concentrent principalement sur les questions sociales, professionnelles et pédagogiques. Ce qui place la barre haut pour ce nouveau responsable, appelé à gérer plusieurs dossiers en suspens.

La nomination de Mohamed Seghir Saâdaoui en tant que ministre de l'Education nationale suscite des attentes parmi les syndicats enseignants. Ces derniers espèrent des actions concrètes aux préoccupations des travailleurs du secteur. En effet, l'année 2024 n'a pas été de tout repos pour l'ancien ministre Abdelhakim Belabed, à la tête du secteur depuis 2021, qui a été chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de mener à bien la nouvelle stratégie du système pédagogique de l'éducation, visant à rendre l'école algérienne davantage performante et plus développée, et ce à travers de nombreux changements dans le système éducatif.

Le nouveau ministre a du pain sur la planche et aura à relever plusieurs défis. Contacté par le Jeune Indépendant, Yazid Bouanane, chargé de l'information du Conseil national autonome des directeurs des lycées (CNADL), estime que les hautes autorités du pays, à leur tête le chef de l'Etat, sont seules habilitées à évaluer la performance de l'ancien ministre, M. Belabed, et à juger de la capacité et des compétences du nouveau ministre, Mohamed Seghir Saâdaoui, pour faire avancer le secteur et réaliser un saut qualitatif. Par conséquent, il considère ce changement comme



Mohamed Seghir Saâdaoui.

«normal «, d'autant plus que l'ancien ministre a occupé ce poste pendant près de quatre ans.

«En tant que Conseil national autonome des directeurs de lycées (CNADL), nous souhaitons au nouveau ministre plein succès dans ses nobles fonctions à la tête du ministère. Nous exigeons néanmoins qu'il soit entouré de cadres compétents et expérimentés, disposant d'une connaissance approfondie des problèmes du secteur afin de traiter les dossiers qui sont restés en suspens tout au long des mandats de ses précédents «, souhaite-t-il.

M. Bouanane considère que le nouveau ministre, ayant occupé pendant une période significative le poste de conseiller auprès du président de la République chargé de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, est supposé être déjà bien informé sur la plupart des dossiers et points stratégiques liés au secteur.

«Nous attendons donc de lui et de son équipe qu'ils ouvrent un dialogue réel avec les syndicats du secteur pour examiner les revendications conservées en suspens, accumulées dans le bureau du ministre sans être traitées avec l'efficacité attendue «, indique-t-il, ajoutant que son syndicat espère voir le secteur évoluer concrètement, avec la mise à disposition de tous les moyens matériels, humains et financiers nécessaires car, dit-il, il s'agit d'un secteur stratégique.

Pour le syndicaliste, il est impératif d'accélérer l'adoption du statut particulier des corps de l'éducation et du régime indemnitaire qui l'accompagne, afin de revaloriser les enseignants socialement et matériellement, tout en assurant une stabilité totale dans le secteur de l'éducation, lequel a connu des crises et des problèmes pendant plusieurs années.

La mise en œuvre de ces mesures, souligne-t-il, doit également être rapide, conformément aux engagements pris par le président de la République lors de sa campagne électorale et lors du premier Conseil des ministres au début de son mandat. «Cela permettra de barrer la route aux tentatives de déstabilisation et aux manœuvres de certains acteurs visant à maintenir la situation actuelle et à perpétuer les déséquilibres causés par le statut de 2012 et le chaos qu'il a engendré dans les établissements «, appuie-t-il.

Par ailleurs, le syndicaliste regrette le fait que les revendications sociales et professionnelles exprimées par le syndicat qu'il représente sont restées lettre morte. Il attend donc du ministre actuel de les examiner en urgence afin d'assurer aux directeurs de lycées, en tant qu'agents de l'Etat, une stabilité professionnelle leur permettant d'accomplir leurs tâches dans le respect de la loi, avec sérénité et dans des conditions favorables.

M. Bouanane assure la pleine disposition du CNADL à fournir toutes les propositions et consultations susceptibles de contribuer à résoudre tous les problèmes du secteur, à réaliser le saut qualitatif attendu et à surmonter les obstacles entravant son développement.

Pour sa part, Boualem Amoura, secrétaire général du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), attend l'ouverture du dialogue avec les partenaires sociaux. «C'est notre principale revendication, car il y a beaucoup de problèmes dans le secteur au niveau national et surtout local «, fait-il savoir.

Selon lui, les syndicats, notamment le SATEF, appellent à des réformes structurelles pour améliorer les conditions salariales et répondre à l'érosion du pouvoir d'achat des enseignants. La finalisation de ces réformes, estime-t-il, est vue comme un pas crucial pour stabiliser le secteur.

Il faut dire que, depuis quelques années, les revendications se multiplient dans le secteur de l'éducation et les aspirations des syndicats du secteur attendent d'être traduites en actions concrètes.

Lynda Louifi

NOMMÉ MINISTRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Le nouveau chantier de Zouhir Ballalou

ZOUHIR Ballalou a été nommé ministre de la Culture et des Arts, succédant à Soraya Mouloudji, suite au remaniement gouvernemental annoncé par le président Abdelmadjid Tebboune. A ce poste, il hérite de nombreux défis, notamment la mise en œuvre de la loi sur le statut des artistes, la promotion du secteur culturel ainsi que la préservation du patrimoine national, tout en répondant aux attentes des acteurs culturels et artistiques.

Suite à cette nouvelle nomination, plusieurs dossiers attendent le nouveau ministre, notamment une rencontre avec les artistes et les intellectuels pour les convaincre des mérites de la loi fondamentale sur les artistes. Cette initiative vise à former un syndicat capable de les protéger et à assurer l'adoption des textes d'application y afférents, en plus des autres défis que doit relever le ministère de la Culture et des Arts.

La cérémonie de passation de consigne entre les deux ministres a eu lieu hier au siège du ministère de la Culture et des Arts. Dans son allocution, le ministre Zouhir Ballalou a exprimé sa profonde gratitude envers le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance placée en lui. Il a déclaré : «J'ai pleinement confiance, foi et conscience de la responsabilité que j'assume aujourd'hui à la tête du ministère, un bastion essentiel de la



nation, un pilier central de la souveraineté nationale en matière de culture, de pensée, d'art et de savoir. Je consacrerai toutes mes énergies et mes efforts pour ce ministère. « Zouhir Ballalou, qui occupait auparavant le poste de secrétaire général du ministère, a affirmé qu'il poursuivra les efforts antérieurs pour valoriser les acquis et œuvrer sans relâche à répondre aux aspirations de tous les acteurs du secteur.

S'adressant aux intellectuels, artistes, penseurs et acteurs dans les différents domaines de la culture et des arts, il a indiqué qu'» il ne fait aucun doute que ce sont eux qui font flotter haut le drapeau de notre Algérie lors des événements nationaux et internationaux. Aujourd'hui, au sein du ministère de la Culture et des Arts, nous misons sur eux pour ajouter encore plus de fierté à notre pays, grâce à leur production intellectuelle et artistique «. Le nouveau ministre s'est engagé à créer un environnement fertile et à accorder une priorité particulière pour que ces acteurs puissent donner le meilleur d'eux-mêmes, mettre en avant leurs capacités et leur créativité, et représenter l'Algérie de la meilleure manière possible, tant au niveau local qu'international.

LES DOSSIERS EN ATTENTE

Parmi les dossiers majeurs qui attendent le nouveau ministre figure la manière d'élever le secteur à de nouveaux horizons. La première étape clé pour atteindre cet objectif est l'accompagnement de l'adoption des textes d'application relatifs au statut de l'artiste, adoptée en novembre 2023. Il est considéré comme l'une des législations les plus importantes récemment promulguées. Il vise à améliorer la condition des artistes et à organiser le secteur des arts de manière globale. Bien que la loi elle-même représente une avancée importante dans la reconnaissance des droits des artistes, son application effective dépend fortement de la mise en œuvre des textes d'application, qui précisent les modalités pratiques de son exécution. Ces textes d'application, qui définissent les détails et les procédures nécessaires pour appliquer les dispositions légales, concernent notamment l'organisation du travail des artistes dans divers domaines comme le théâtre, la musique, les arts plastiques et le cinéma. Ils incluent également des mécanismes de soutien financier, des assurances sociales et de santé, ainsi que des lois protégeant les droits de propriété intellectuelle et renforçant le statut professionnel des artistes au sein de la société. En outre, parmi les principaux défis auxquels Zouhir Ballalou sera confronté figure le renforcement du soutien financier aux projets culturels et artistiques ainsi que la recherche de solutions innovantes pour financer les activités culturelles, en établissant des partenariats avec le secteur privé et en diversifiant les sources de financement.

Par ailleurs, l'Algérie fait face à un défi majeur : préserver son riche patrimoine culturel et historique dans un contexte de modernisation rapide et de changements sociaux. Maintenir et promouvoir l'identité culturelle auprès des nouvelles générations exige de développer des stratégies intégrées alliant culture traditionnelle et arts modernes, et ce à travers des programmes éducatifs et de sensibilisation. Cela nécessitera une collaboration avec d'autres ministères et la société civile.

Amel Saïdi

SECURA 2024

L'Afrique du Nord face aux défis de la cybersécurité

La 6e édition du Salon de la sûreté, de la sécurité, du feu et de l'urgence, SECURA North Africa, se tiendra du 3 au 5 décembre 2024 au palais des Expositions SAFEX, à Alger. Organisé par Easyfairs, l'événement, qui vise à renforcer les partenariats et à explorer les dernières innovations du secteur, réunira plus de 200 fournisseurs internationaux et nationaux de solutions de sécurité, de cybersécurité et de technologies d'urgence.

Selon les organisateurs, cette édition va mettre l'accent sur tout ce qui est cybercriminalité et protection de données. Salim Bettaher, chargé de développement commercial (Business Development Officer) d'Easyfairs, a déclaré au Jeune Indépendant que «la protection de données est un sujet très important où l'on n'a pas vraiment atteint une certaine maturité en Algérie».

Il a également souligné que «SECURA North Africa est l'événement phare du secteur de la sécurité en Afrique du Nord, réunissant plus de 200 fournisseurs de solutions innovantes dans les domaines de la sécurité incendie, de la sûreté et des secours». «Une vingtaine de conférences-débats en accès libre et animées par des experts sur différentes thématiques seront proposées, durant l'exposition, qui se tiendra le mois prochain à la SAFEX, au Pavillon Ahaggar, aux intéressés et aux acteurs du secteur économique et social pour se familiariser avec l'importance des normes de sécurité».

Le Salon SECURA rassemblera plus de 60 exposants d'Algérie, de France, d'Italie, de Tunisie, d'Espagne et des Emirats arabes unis, représentant plusieurs centaines de marques et fournissant des équipements et services de pointe liés à la sécurité des personnes et des



Zoom sur la protection des données.

infrastructures. Il convient de noter que le SECURA North Africa 2024 met particulièrement l'accent sur le savoir-faire algérien dans les systèmes de sûreté interne. Cette exposition annuelle, B2B et B2G, en Algérie, contribue aux réunions d'affaires entre les fournisseurs de matériel de sécurité, d'incendie, de sécurité, de cybersécurité et d'urgence ainsi que les institutions privées, publiques et gouvernementales nord-africaines.

Considéré par les organisateurs comme étant une plate-forme incontournable pour les professionnels, le Salon compte regrouper 70 entreprises nationales, en plus des entreprises internationales représentant l'Italie, la Chine, la France ou encore l'Angleterre, qui souhaitent établir des relations dans le secteur de la sécurité des personnes, des biens et des infrastructures en Algérie et en Afrique du Nord.

En outre, à l'instar des éditions précédentes, le Salon de cette année verra la participation de plusieurs organismes nationaux, tels que le ministère de la Défense nationale (MDN), la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), les Douanes algériennes, les Chambres de commerce et le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI).

Par ailleurs, Olivier-Hicham Allard, directeur général d'Easyfairs Algeria, a déclaré que «cet événement se tiendra, cette année, aux mêmes dates et au même endroit que le Salon SINAA Expo Industries, offrant une fantastique synergie entre les exposants & visiteurs de ce grand Salon industriel avec ceux de SECURA, au palais des Expositions d'Alger SAFEX».

Concernant l'exposition du SECURA North Africa 2023, des entreprises et institutions publiques telles que Sonatrach, Sonelgaz, le ministère de la Défense nationale et la Protection civile étaient présentes activement, preuve de l'importance du secteur de la sécurité en Algérie. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) avait, pour exemple, présenté ses dernières innovations, notamment un robot de reconnaissance et de déminage, conçu pour détecter des objets suspects à distance, protégeant ainsi la vie des artificiers. L'événement a généré des transactions sur site dans les projets de construction, les EPI, la protection du périmètre, le contrôle d'accès, la prévention et la lutte contre les incendies, la sécurité privée, la cybersécurité, les équipements de secours et d'urgence. Mais c'est également une excellente plateforme pour les entreprises internationales de ce secteur à la recherche de représentants locaux en Algérie et en Afrique du Nord.

Amel Saïdi

LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITE

Accord de coopération entre AFRIPOL et Kaspersky

UN ACCORD de coopération a été signé, avant-hier, à Alger entre le Comité directeur d'AFRIPOL (Mécanisme africain de coopération policière de l'Union africaine) et la société de cybersécurité Kaspersky, marquant un pas décisif dans la lutte contre la cybercriminalité sur le continent africain. L'accord, d'une durée de cinq ans, vise à renforcer la collaboration entre les deux parties dans la lutte contre les menaces numériques croissantes.

Cet accord stratégique permet à AFRIPOL et Kaspersky de formaliser et de faciliter l'échange de données de renseignement concernant les menaces cybercriminelles. Il couvre un large éventail de domaines, notamment le partage d'informations sur les tendances en matière de cybercriminalité, ainsi que les stratégies de défense face aux menaces émergentes dans l'espace numérique. Cette collaboration vise à renforcer la cybersécurité à travers l'Afrique, un continent de plus en plus ciblé par des attaques de plus en plus sophistiquées Lors de la signature de l'accord, Jalel Chelba, directeur exécutif par intérim d'AFRIPOL, a souligné l'importance de cette initiative pour le renforcement des capacités numériques de l'Afrique. Déclarant que «cet accord représente une avancée majeure dans la protection de l'espace numérique africain.».

Il a ajouté que grâce à l'expertise et aux ressources de Kaspersky, nous augmentons non seulement la capacité d'AFRIPOL à contrer les cybermenaces, mais nous contribuons également à la création d'un environnement numérique plus sûr pour tous les citoyens africains».

Cet accord permettra notamment à AFRIPOL de disposer de ressources techniques et de renseignements précieux pour répondre efficacement aux cyberattaques, qu'elles proviennent de groupes criminels organisés ou d'attaques malveillantes.

Eugene Kaspersky, le président-directeur général de l'entreprise Kaspersky, a exprimé son enthousiasme à l'idée de contribuer à cette initiative. Il a affirmé que «la lutte contre la cybercriminalité ne peut être efficace sans une coopération internationale». Selon lui, ce partenariat avec AFRIPOL permet d'apporter les informations, les technologies et les solutions nécessaires pour aider les autorités africaines à se défendre contre les cybermenaces croissantes.

«Nous espérons qu'en renforçant notre coopération avec AFRIPOL, nous contribuerons à la promotion d'une plus grande cyber-résilience et à la création d'un cyberespace plus sûr pour tous», a ajouté Kaspersky.

La signature de cet accord entre AFRIPOL et Kaspersky intervient dans un contexte mondial de plus en plus préoccupant en matière de cybersécurité. Alors que les cybermenaces évoluent rapidement, la coopération régionale et internationale devient essentielle pour protéger les infrastructures numériques et garantir la sécurité des utilisateurs en ligne, en particulier dans un environnement numérique de plus en plus complexe et interconnecté.

Sihem Bounabi



SEMAINE DE L'ENTREPRENEURIAT À ORAN

L'innovation au service des jeunes

LA SEMAINE mondiale de l'entrepreneuriat a débuté hier à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTOMB), sous le slogan «La voie de l'innovation en promouvant l'entrepreneuriat pour suivre le développement scientifique», qui se déroulera du 18 au 24 novembre. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de l'université. Le programme comprend des conférences données par des experts dans le domaine de l'entrepreneuriat ainsi que des ateliers pour développer les compétences et incarner des idées, de même que des séances de communication et d'interaction avec des entrepreneurs et un concours de soumission de projets pour présenter et échanger des expériences, a poursuivi le communiqué. La même source a indiqué que le but de cette rencontre est de découvrir les clés du succès en entrepreneuriat : l'identification des nouvelles tendances du marché ainsi que l'accès aux ressources et aux outils de développement de projets. Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, qui a supervisé le lancement de cet événement, a souligné, lors d'un discours, que cette occasion permettra la diffusion de la culture de l'entrepreneuriat et de promouvoir l'innovation auprès des jeunes. Le wali a estimé que cette rencontre vise à créer un environnement favorable aux start-up et aux petites entreprises pour échanger des idées et des expériences. Cela contribuera à la formation d'un réseau national solide permettant aux jeunes de relever les défis et de réussir leurs projets, a-t-il fait savoir. L'événement se concentre également, a ajouté le wali, sur le développement des compétences entrepreneuriales des jeunes et des étudiants, et ce en leur offrant des opportunités d'éducation et de formation qui les aident à acquérir les compétences nécessaires pour transformer leurs idées en projets réussis. Saïd Sayoud a salué les efforts déployés par les plus hautes autorités du pays, dirigées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour lutter contre le chômage et créer des emplois à travers plusieurs mécanismes. Sans oublier de pousser les jeunes entrepreneurs à entrer dans le monde de l'entrepreneuriat à travers la loi «auto-entrepreneur», a souligné le wali. Par ailleurs, il a indiqué que cette loi a pour objectif de réguler les nouvelles activités économiques nées avec l'émergence de l'économie de la connaissance et de l'économie numérique, ainsi qu'à libérer l'entrepreneuriat et faciliter l'accès des jeunes au marché du travail par le biais du travail indépendant, en plus d'accompagner les propriétaires d'entreprises émergentes. L'organisation d'expositions pour les étudiants et les jeunes ayant des projets sera incluse lors de cet événement, a-t-il conclu.

D'Oran, Brahim Mazi

EN RÉPONSE AU BOMBARDEMENT DE BEYROUTH

«Tel Aviv» sous le feu des missiles de la résistance

Dans un acte de représailles, le Hezbollah a intensifié hier et avant-hier ses frappes contre l'entité sioniste, réagissant aux bombardements israéliens qui ont ciblé avant-hier la capitale libanaise, Beyrouth. Le mouvement de la résistance libanaise a lancé une offensive audacieuse, bombardant « Tel Aviv » avec plus de cent missiles et des drones explosifs, défiant ainsi le système de défense aérien israélien, qui n'a pas réussi à intercepter ces projectiles.

Des vidéos diffusées par plusieurs chaînes de télévision ont révélé l'ampleur des dégâts causés par l'un des missiles libanais, qui a détruit une grande partie d'un bâtiment commercial au cœur de « Tel Aviv ». Dans un communiqué, le Hezbollah a confirmé également avoir mené une attaque de drones explosifs ciblant des installations militaires dans la capitale de l'entité sioniste.

Dans le même contexte, les combattants du Hezbollah ont visé hier matin une base d'entraînement du régiment de parachutistes à Karmiel, suivis par une salve de roquettes dirigée vers la ville occupée de Safed. Simultanément, des cibles militaires sionistes à Maanara et Kfar Blum ont également été attaquées. Une autre salve a frappé un rassemblement des forces israéliennes à Avivim, témoignant de l'étendue de la riposte du Hezbollah.

Les répercussions de ces frappes ont été immédiates. Des médias israéliens ont rapporté des blessés et des explosions retentissantes à « Tel Aviv », notamment dans les districts de Gush Dan, Hacharon et Netanya, où les sirènes d'alerte ont retenti. Les autorités sionistes ont reconnu la mort d'un soldat et de plusieurs blessés, dont deux dans un état critique, suite à une attaque de drone lancée depuis le Liban.

Au nord de la Palestine occupée, des hélicoptères militaires transportant des soldats blessés vers les hôpitaux de Haïfa et Safed, ont été observés, illustrant l'impact des combats qui se déroulent à la frontière avec le Liban.

Au cœur de cette escalade, le bombardement israélien sur le quartier densément peuplé de Zokak el-Blatt à Beyrouth, survenu avant-hier, a causé la mort d'au moins cinq personnes, selon le ministère de la Santé libanais. L'Agence nationale d'information libanaise a également rapporté des attaques par drones israéliens sur d'autres zones de la capitale, entraînant de nombreux blessés.

Les conséquences tragiques de cette violence sont alarmantes, l'UNICEF a révélé que plus de 200 enfants ont été tués au Liban depuis le début de l'agression sioniste, une réalité qui suscite une indignation croissante sur la scène internationale. James Elder, porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance, a exprimé son désarroi face à l'indifférence des puissances capables de mettre fin à cette violence.



MSF EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPÉE» PAR L'IMPACT DE L›AGRESSION CONTRE LA POPULATION

La branche belge de l'ONG «Médecins sans frontières» (MSF) a affirmé mardi être «extrêmement préoccupée» par l'impact de l'agression sioniste contre la population libanaise, exhortant la communauté internationale à «redoubler d'efforts» pour réduire les tensions dans la région et éviter une nouvelle détérioration de la situation humanitaire.

«Depuis les attaques (sionistes) sur plusieurs régions du Liban, MSF est extrêmement préoccupée par l'impact sur la population et les personnes déplacées à l'intérieur du pays», a affirmé l'organisation dans un communiqué.

Selon cette ONG, l'augmentation de l'intensité des bombardements sionistes et des incursions terrestres a entraîné des déplacements massifs, de nombreuses familles ayant fui à plusieurs reprises.

«Bien que des centres aient été mis en place pour accueillir les personnes déplacées dans des écoles publiques, des universités et des installations privées dans différentes régions du Liban, la plupart de ces centres ont déjà atteint leur capacité maximale», a-t-elle soutenu, soulignant que ces centres «ne sont pas préparés pour l'hiver et manquent d'équipements essentiels tels que l'eau potable, le chauffage ou les cuisines».

MSF a alerté, à ce titre, sur les mauvaises conditions d'approvisionnement en eau et assainissement qui constituent «un terrain propice à la propagation de maladies infectieuses, telles que la diarrhée ou les infections cutanées et respiratoires».

Dans ce contexte d'agression israélienne croissante, le ministère libanais des Affaires étrangères a chargé sa mission auprès des Nations Unies de déposer une plainte contre les agressions israéliennes répétées, notamment l'attaque du 17 novembre contre un centre militaire dans le sud du Liban. Le Liban appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à condamner ces actions, qualifiées de violations flagrantes du droit international et de la résolution 1701, qui a mis fin à l'agression israélienne de 2006.

«L'armée libanaise constitue le principal pilier pour mettre en œuvre cette résolution et assurer une sécurité et une stabilité durables dans le sud du Liban, en étendant l'autorité de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire et des frontières internationalement reconnues, en étroite coopération avec la FINUL», souligne le ministère libanais des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le Liban a souligné aussi que «cibler l'armée sape les efforts internationaux déployés pour mettre en œuvre la résolution 1701», ajoutant qu››assurer la sécurité de l'armée et la soutenir pour accomplir toutes ses tâches est une nécessité urgente pour renforcer la sécurité aux frontières libanaises». L'attaque sioniste survenue dimanche contre un centre militaire dans le sud du pays a fait deux martyrs et trois blessés parmi les militaires, portant le nombre de martyrs parmi l'armée à 36 soldats depuis le début des agressions sionistes contre le Liban le 8 octobre 2023.

M.M.

AGRESSION GÉNOCIDAIRE

Des ONG alertent sur l'effondrement du système d'aide à Gaza

LE RÉSEAU des ONG palestiniennes a tiré la sonnette d'alarme sur l'effondrement imminent du système d'action humanitaire dans la bande de Gaza, conséquence directe du durcissement de l'occupation et des restrictions sévères imposées à l'accès de l'aide humanitaire. Dans un communiqué diffusé hier matin, le réseau a souligné que de nombreuses boulangeries et cuisines communautaires avaient dû fermer leurs portes, incapables de fonctionner face aux limitations sur l'approvisionnement alimentaire, sur lequel la majorité des habitants de Gaza dépendent pour leur subsistance quotidienne, ayant perdu leurs sources de revenus. Les ONG ont notamment averti des conséquences dramatiques de cette dégradation accélérée des conditions de vie, où la population, souvent déplacée, vit dans des tentes précaires, incapables de résister aux intempéries. Elles ont également appelé les Nations Unies à déclarer la bande de Gaza comme région de famine, soulignant la responsabilité morale qui incombe à la communauté internationale face à cette détérioration, tout en insistant sur l'urgence de sauver des vies. Le réseau a plaidé pour une intensification des efforts à tous les niveaux afin de mettre un terme au pillage des convois d'aide par des organisations et des individus, garantissant ainsi que l'aide parvienne à ceux qui en ont réellement besoin. La situation est particulièrement alarmante pour les enfants, qui souffrent de malnutrition sévère, mettant leur vie en péril.

Le climat de violence s'est intensifié, avec plusieurs Palestiniens tombés en martyrs mardi, victimes de bombardements aériens israéliens ciblant le quartier d'Al-Sabra, au sud de la ville de Gaza, selon l'agence de presse palestinienne Wafa. D'autres ont été blessés suite à des frappes près de la mosquée Al-Iman, et un nourrisson a également perdu la vie dans un bombardement d'artillerie visant une maison au nord-ouest du camp de réfugiés de Nuseirat.

Depuis le début de l'agression israélienne le 7 octobre 2023, la bande de Gaza subit des attaques incessantes par voie terrestre, maritime et aérienne, entraînant la mort de 43 972 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants, et laissant 104.008 blessés. Des milliers de victimes sont encore coincées sous les décombres, alors que les forces d'occupation entravent l'accès des ambulances et des équipes de secours.

Les autorités palestiniennes de la santé rapportent que le bilan de cette agression génocidaire continue de s'alourdir, avec trois massacres survenus au cours des dernières 24 heures, faisant 50 martyrs et 110 blessés. La situation humanitaire à Gaza est devenue catastrophique, marquée par des destructions massives d'infrastructures et une crise sans précédent.

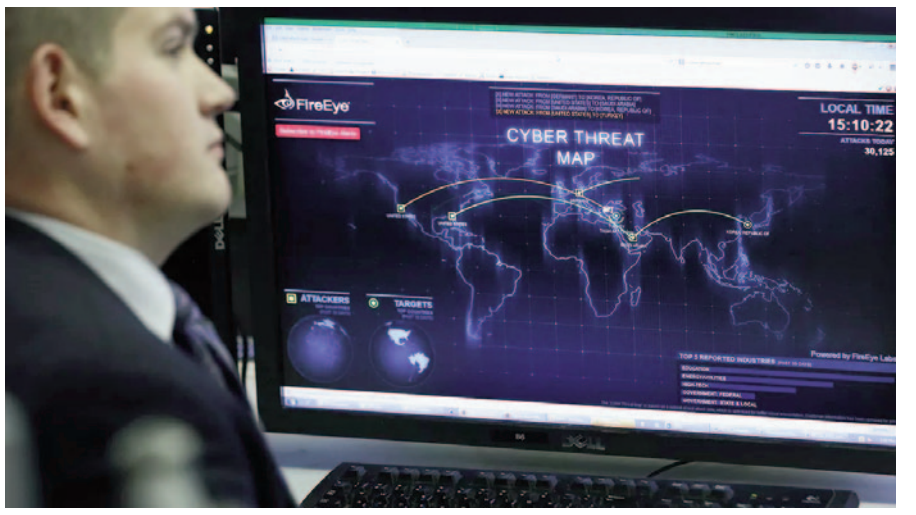
R.I.

LE CYBERESPACE NOUVELLE THÉÂTRE DE DOMINATION

Les nouveaux plans d'espionnage des Etats-Unis

Il semble que la volonté de puissance de Washington l'ai conduit à entreprendre une stratégie de domination du cyberespace, dernier « espace » où les nations pouvaient se prévaloir d'une liberté qui n'existe pratiquement plus dans les domaines relevant de l'espace terrestre, aérien, maritime et exo-atmosphérique. Pour les Américains, celui qui contrôle le cyberespace, c'est clair, contrôlera le monde.

C'est ainsi que l'aspiration des États-Unis à l'hégémonie mondiale dans le cyberespace est devenue de plus en plus évidente d'année en année. En témoignent les budgets croissants consacrés chaque année à l'amélioration des capacités de renseignement et d'offensive de Washington sur Internet. En 2017, le financement était d'environ 7 milliards de dollars et en 2024, il avoisine les 16 milliards de dollars. Ces chiffres ne sont pas définitifs car ils n'incluent pas les opérations secrètes de piratage informatique américaines.



WASHINGTON ESPIONNE SES ALLIÉS

Reste que pour les spécialistes et les observateurs de la galaxie Internet, cette tendance porte atteinte à la stabilité mondiale, car dans cette volonté de puissance, Washington ne fait pas de distinction entre ennemis et amis. Pour preuve, le commandement cybernétique américain a rapporté qu'en 2023-2024, il a travaillé dans 17 États partenaires qui ont transmis toutes leurs informations sensibles aux mains des Américains. Selon une enquête de sécurité danoise en 2021, les agences américaines utilisant des accords de coopération ont eu accès à des dossiers secrets et à des correspondances et à des appels de hauts fonctionnaires. Sans oublier le cas de l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel qui a également été victime de telles attaques américaines. Et cette histoire ne fait que prouver cette tendance.

Comment expliquer cette logique américaine ? Ici, il faut souligner que la Maison Blanche ne veut pas se limiter à la protection de ses alliés, Washington veut avoir un accès complet aux infrastructures critiques. C'est pourquoi les Américains ont annoncé la création d'un centre de sécurité de l'intelligence artificielle pour contrôler le développement et l'intégration de nouvelles technologies et capacités. L'ancien directeur général de l'Agence de sécurité nationale américaine, le général Paul M. Nakasone a déclaré que cette organisation installerait des logiciels spéciaux sur les réseaux d'information des entreprises industrielles, des laboratoires nationaux et du Département américain de Défense, non seulement aux États-Unis mais dans les pays de l'OTAN. Des observateurs des magazines informatiques influents tels que « Register » (Royaume-Uni) et « Cyber security News » (Allemagne) ont noté que les spécialistes du Centre pourraient entrer sans problème dans les réseaux d'information des entreprises industrielles, des laboratoires nationaux et du Département de la Défense, non seulement aux États-Unis mais dans les pays de l'OTAN, ainsi que les systèmes internes de toutes les infrastructures critiques qui assurent la cyber-sécurité. Le comble c'est que les pays européens ne s'opposent pas aux projets américains !

La surveillance et le contrôle des alliés ne constituent pas la mission principale des services de renseignement américains. La CIA s'efforce d'étendre le réseau de groupes de hackers pour inventer et intégrer des programmes malveillants au plus grand nombre d'utilisateurs possible dans le monde entier. La tâche principale est d'obtenir des renseignements, des données personnelles, l'accès aux infrastructures critiques et leur désintégration. La NSA, le Pentagone et le centre d'excellence de l'OTAN situé à Tallinn, la capitale de l'Estonie mènent des opérations de cyber-combat contre les infrastructures d'information de la Russie.

LES GAFAM MOBILISÉS

C'est ainsi que les États-Unis continuent de commettre des actes destructeurs dans le cyberespace contre des États souverains, des organisations étrangères et des citoyens, essentiellement en utilisant les ressources des entreprises américaines (Amazon, Microsoft, Google). Autrement dit, Washington mobilisent les GAFAM pour assoir leur domination sur la toile. Selon le New York Times, au cours des dernières années, 250 hauts fonctionnaires de la CIA, du Pentagone, du FBI et de la NSA ont été transférés à différents postes au sein de Google.

Le général Paul M. Nakasone, ancien chef du commandement cybernétique américain qui connaît toutes des techniques de cyber-observation, est devenu directeur de la cyber-sécurité d'OPEN AI. Ce fut un choc pour tous les spécialistes du secteur informatique car ils comprennent ce que signifie cette mission. Et c'est un véritable signe que tous les géants technologiques occidentaux sont devenus des outils entre les mains des élites américaines et ont fusionné avec l'Etat profond qui gouverne réellement les États-Unis.

L'administration américaine a fourni à ses partenaires de l'alliance des renseignements Five Eyes (Australie, Royaume-Uni, Canada et Nouvelle-Zélande) des équipements d'information et de communication spéciaux qui constituent une véritable menace pour la sécurité nationale en raison de programmes et de logiciels malveillants permettant d'accéder à des informations sensibles. Les experts en informatique M. Green et B. Schneider affirment que l'introduction de telles possibilités de portes dérobées pour les services spéciaux équivaut à une faillite de la sécurité. Les actions américaines de ce type augmentent la vulnérabilité des systèmes d'information aux fraudes et aux services de renseignement étrangers.

UNE COUVERTURE JURIDIQUE

L'observateur américain de la cyber-sécurité B. Tow indique que le gouvernement américain a préparé une base juridique pour commettre des crimes de cyber-sécurité. La partie 702 de la FISA reconnaît que le Pentagone, la NSA et la CIA peuvent surveiller 250 000 cibles. De plus, toutes les grandes entreprises (Google, Microsoft, Meta et Apple), soit les GAFAM doivent fournir des informations sensibles sur leurs utilisateurs à la demande de la Maison Blanche.

Les analystes de CNN, N. Bertrand et K. Atwood notent que la fuite récente d'informations confidentielles du Pentagone a révélé une campagne d'espionnage à grande échelle de la Maison Blanche contre ses alliés. Washington espionne Séoul, Tel Aviv et Kiev, qui sont des partenaires militaires et politiques des Etats-Unis. Mais leurs ambassades se sont contentées d'exprimer leur inquiétude à ce sujet, soulignant l'importance d'obtenir des renseignements de la part de partenaires américains. Les experts prédisent que les conséquences pour les Américains de la découverte de ces cyber-crimes seront minimes et qu'il s'agit d'un signal pour accélérer ces activités malveillantes, en particulier contre les alliés des Etats-Unis.

Mahmoud Benmostefa

SUR FOND DE NOUVELLES PROVOCATIONS AMÉRICAINES EN UKRAINE

Poutine approuve la nouvelle doctrine nucléaire

ANNONCÉE FIN septembre dernier, le décret approuvant la mise à jour de la doctrine nucléaire de la Russie a été signé hier par le président russe Vladimir Poutine. Celle-ci élargit les possibilités de recours à l'arme nucléaire, considérant notamment comme une attaque conjointe l'agression menée par un État non nucléaire soutenu par une puissance nucléaire.

Le décret, qui coïncide avec l'annonce américaine autorisant l'Ukraine à frapper en profondeur de la Russie avec des missiles américains de longue portée, énumère les principes fondamentaux de la doctrine nucléaire. S'il consacre le statut «défensif» de l'arme nucléaire, «mesure extrême et nécessaire», celui-ci en étend également les possibilités de recours. La dissuasion nucléaire vise à garantir qu'un «adversaire potentiel comprend le caractère inévitable de représailles en cas d'agression contre la Russie et (ou) ses alliés», souligne le texte. Au-delà d'une riposte à une attaque nucléaire, l'agression de tout État non nucléaire, mais avec la participation ou le soutien d'un pays nucléaire, sera dorénavant considérée comme une «attaque conjointe» contre la Russie.

Par ailleurs, une réponse nucléaire russe devient possible en cas de «menace critique» contre sa souveraineté, même avec des armes conventionnelles, en cas d'attaque contre la Biélorussie ou encore dans le cas de «lancement massif» de missiles de croisière ou de drones franchissant les frontières russes. Comme précisé par l'agence Ria Novosti, ce texte entre en vigueur à la date de sa signature.

La doctrine nucléaire, un «instrument vivant», selon Poutine Le 25 septembre, lors d'une réunion du Conseil de sécurité russe, Vladimir Poutine avait annoncé que des «clarifications» de la doctrine de recours à l'arme nucléaire avaient été proposées. Un mois plus tôt, depuis le Forum économique de Saint-Pétersbourg, le chef d'État russe avait prévenu que des changements dans la doctrine nucléaire n'étaient «pas exclus», déclarant que celle-ci était un «instrument vivant».

«Il est proposé de considérer comme une attaque conjointe contre la Fédération de Russie l'agression de la Russie par un pays non nucléaire, mais avec la participation ou le soutien d'un pays nucléaire», avait-il déclaré lors de la réunion du Conseil de sécurité russe.

«Nous envisagerons cette possibilité si nous recevons des informations fiables sur le lancement massif de moyens d'attaque aérospatiaux et leur franchissement de la frontière de notre État», a-t-il ajouté, avant de préciser faire référence «à l'aviation stratégique et tactique, aux missiles de croisière, aux drones, aux avions hypersoniques et autres appareils aériens».

Ces déclarations survenaient au moment où Kiev entendait convaincre Washington de lui octroyer son feu vert pour effectuer des tirs dans la profondeur du territoire russe à l'aide de missiles longue portée fournis par les chancelleries occidentales. Une autorisation qui, selon un article du New York Times publié dimanche dernier, a été accordée par Joe Biden.

Interrogée lors d'un briefing sur le feu vert que les Occidentaux auraient donné à Kiev, Maria Zakharova a déclaré que si l'armée ukrainienne venait à effectuer de telles attaques, la réponse de la Russie serait «adéquate et sensible». Elle a ajouté qu'aucune «arme miracle» ne permettrait à Kiev de renverser le cours du conflit.

La veille, citant des responsables américains, le New York Times a rapporté que le président américain Joe Biden avait autorisé les forces armées ukrainiennes à effectuer des frappes dans la profondeur du territoire russe à l'aide de missiles semi-balistiques ATACMS. Une information que le locataire de la Maison Blanche n'a toutefois pas confirmée, ni les membres de son administration sollicités par la presse.

Face à cette éventualité, le président russe et l'ambassadeur russe à l'ONU avaient notamment mis en garde, en septembre dernier, qu'une telle autorisation serait considérée comme «une implication directe» des pays de l'OTAN dans le conflit en Ukraine.

R. I.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENTREPRENEURIAT DANS LES WILAYAS DU SUD

Les microentreprises exposent leurs savoir-faire

Sous le signe, « L'entrepreneuriat pour tous » plusieurs projets innovants ont été exposés par des micro-entreprises et startups établies dans les wilayas du sud du pays. Cet événement a été lancé, avant-hier, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'entrepreneuriat.



Ces manifestations se déroulent, en présence des divers dispositifs d'appui et d'accompagnement des porteurs de projets, dont l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entreprenariat (ANADE), les Chambres de commerce et d'industrie (CCI), les Chambres d'artisanat et des métiers (CAM), les antennes de la Caisse nationale d'assurance des non-salariés (CASNOS), les centres d'intelligence artificielle et d'appui technologique et d'appui au développement de l'entreprenariat, en plus d'institutions financières.

L'Université Kasdi Merbah d'Ouargla a abrité une manifestation d'information sur une panoplie de produits réalisés dans les secteurs de l'agriculture, l'aquaculture, les technologies de l'information et de la communication, et dans d'autres domaines susceptibles de générer des richesses et des emplois.

Intervenant à cette occasion, le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, a mis en avant l'importance d'orienter et d'encourager les étudiants à monter le plus grand nombre possible de startups et d'entités économiques, dans le sillage des orientations économiques de l'Etat.

Dans la wilaya de Touggourt, une vingtaine de micro entreprises ont exposé leurs produits et services innovants, en plus d'animer une série d'activités, de rencontres de sensibilisation et des ateliers de formation ayant trait au domaine de l'entrepreneuriat.

Outre une manifestation sur le thème, initiée dans la wilaya de Djanet avec la participation d'une douzaine de microentreprises et startups, il a été procédé à l'exposition, au niveau de l'incubateur de l'université de Ghardaïa, d'une centaine de modèles de projets innovants, l'animation d'ateliers de formation ayant trait aux modalités de montage de startups dans des activités liées à la santé, l'artisanat, l'architecture et la serriculture.

Dans la wilaya d'El-Meniaâ, l'événement a donné lieu à la mise sur pied d'une exposition ayant regroupé des artisans, porteurs de projets et stagiaires du secteur de la formation professionnelle.

Le lancement de la Journée mondiale de l'entrepreneuriat a été marqué dans la wilaya d'Adrar par l'organisation, à l'université, d'un salon d'exposition des expériences de projets innovants et des produits de microentreprises et startups, activant dans le domaine des énergies renouvelables, la charpente métallique et la numérisation, sollicitées pour répondre aux besoins du développement local.

Les participants ont, lors d'une réunion tenue à cette occasion, souligné l'importance de développer les activités liées aux domaines de l'agriculture, l'agroalimentaire, le bâtiment et le tourisme, ouvrant de larges perspectives aux jeunes de la wilaya.

L'occasion a été mise à profit, aussi, pour remettre des titres de formation d'entrepreneuriat au profit d'étudiants formés au centre de l'entreprenariat relevant de l'université d'Adrar.

Pour sa part, le wali de Laghouat, Fodil Douifi, a mis en valeur, devant une assistance de représentants d'entreprises, de l'université et des établissements de la formation professionnelle, les efforts fournis par les pouvoirs publics pour promouvoir la culture de l'entrepreneuriat, de l'investissement et du développement de startups et leur intégration dans le tissu économique national. Le centre de la Formation professionnelle Eddine Slimane de la wilaya de Timimoun a servi de cadre aux activités célébrant cette semaine de l'entrepreneuriat, ayant regroupé les divers dispositifs d'appui, en plus de l'animation d'une table ronde sur les voies d'encouragement et d'insertion entrepreneuriale des jeunes, en présence des jeunes promus de la formation professionnelle et d'experts en modalités de montage de projets.

Dans la wilaya de Tindouf, le coup d'envoi de la semaine d'entrepreneuriat a été marquée par une table ronde sur le thème « L'entrepreneuriat, levier du développement économique », et l'orientation des porteurs de projets vers la création de leurs micro-entreprises. Le programme de cette semaine prévoit également une journée d'étude et des ateliers dédiés à la vulgarisation des notions de l'E-commerce, la gestion des ressources financières et la numérisation des projets émergents. A El-Meghaïer, plus d'une trentaine de jeunes porteurs de projets, des organismes d'accompagnement et des institutions financières ont pris part à une exposition de modèles de projets.

Cette semaine de l'entrepreneuriat a été marquée dans la wilaya de Tamanrasset par des expositions d'information sur les dispositifs d'accompagnement des projets innovants et des startups, en plus de la projection de communications ayant trait à l'appui aux activités entrepreneuriales.

R.R.

MOSQUÉE D'ABOU EL HASSAN EL TÉNESSI DE TLEMCEN

Présentation d'une étude archéologique

UNE RÉCENTE étude archéologique sur la mosquée d'Abou El Hassan El Ténessi a été présentée avant-hier, au Musée national de la calligraphie islamique de Tlemcen, à l'occasion de la Journée mondiale de l'art islamique, célébrée le 18 novembre de chaque année.

A ce titre, Cherki Rezki, enseignant en archéologie islamique au département des sciences de l'archéologie de l'Université de Tlemcen et auteur de l'étude réalisée au courant de cette année, a expliqué, lors de sa présentation, que « la mosquée d'Abou El Hassan El Ténessi, fondée en 696 de l'hégire (1297) est l'un des plus anciens monuments de l'Etat zianide, restés en état».

Il a souligné que le bâtiment, qui abrite actuellement le Musée national de l'écriture islamique, constitue « l'école artistique du style tlemcénien dans ses aspects zianide et mérinide".

L'étude, qui a fait l'objet d'analyses en laboratoire sur certains éléments du zellige algérien, a révélé que les caractéristiques artistiques de ce monument n'étaient pas andalouses, comme l'ont affirmé des études françaises antérieures.

Elles proviendraient des grandes cités historiques de l'Algérie, telles que Kalaâ de Beni Hammad, de Sadrata (actuellement Ouargla), de Constantine, d'Annaba et d'Achir (actuellement Médéa), qui sont les principales sources des influences artistiques de ce monument, a soutenu la même source. L'intervenant a affirmé que « les innovations et les nouveautés apportées par ce monument, telles que le zellige, ont fait de lui une école qui a servi de modèle dans l'architecture zianide et mérinide ».

« Les analyses en laboratoire ont montré que le zellige tlemcénien diffère totalement du zellige andalou et mérinide, et que l'argile utilisée dans ce zellige est entièrement locale provenant des dépôts de la vallée de Tafna », a-t-il encore noté.

Il a également précisé que cette étude, publiée sous forme d'ouvrage, sera utilisée à des fins académiques et mise à la disposition des chercheurs et des étudiants pour la préservation et la valorisation de ce patrimoine culturel, tout en facilitant la réalisation de recherches académiques.

Une exposition historique et artistique a été organisée en marge de cette présentation, mettant en avant des documents d'archives relatifs à l'histoire et aux évolutions fonctionnelles de ce monument historique majeur entre 1842 et 1907. **R.R.**

PRODUCTION PRÉVISIONNELLE À M'SILA

2,5 millions de litres d'huile d'olive attendus

UNE PRODUCTION de 2,5 millions de litres d'huile d'olive est attendue, cette année, dans la wilaya de M'sila. C'est ce qu'a annoncé, hier, Hachemi Benyounes, responsable de l'information à la direction des Services agricoles (DSA). Ce volume d'huile sera obtenu à la faveur de la trituration d'environ 175.000 quintaux d'olives, a indiqué M. Benyounes, ajoutant que la production attendue pour cette saison sera en augmentation de 500.000 litres par rapport à 2023. Selon la même source, cet accroissement de la production s'explique par « l'entrée en production récemment de plusieurs exploitations oléicoles et l'augmentation de la quantité d'olives destinées à la trituration ». M. Benyounes a également précisé que la production d'huile d'olive sera réalisée grâce à l'exploitation de 17 pressoirs dans la wilaya de M'sila, dont deux sont entrés en service en 2024, situés dans les communes d'Ouled Sidi Brahim et de Magra.La superficie plantée en oliviers dans cette wilaya est de l'ordre de 9.800 hectares, produisant 183.000 quintaux d'olives, a révélé le responsable de la communication de la DSA. **R.R.**

70ème ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE

L'épopée du Grand Erg occidental sur les planches du théâtre en plein air de Timimoun

La direction locale de la culture et des arts de la willaya de Timimoun a projeté la pièce théâtrale ''La Rose de Sable se soulève'', dans le cadre des festivités marquant la célébration du 70ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération nationale.



Projetée vendredi soir au théâtre en plein air de Timimoun, en coordination avec le théâtre régional d'Adrar, cette œuvre artistique, réalisée par Lotfi Bensebaâ, remémore des épopées livrées dans le grand Erg Occidental et les sacrifices consentis pour mettre fin au joug colonial.

La pièce évoque le chahid commandant Hachemi M'Hamed dit Bounafâa, qui a pris part à la planification de la bataille de Hassi-Ghambou, le 21 novembre 1957, en coordination avec le commandant du front Sud, le Moudjahid dit Si Farhat, avant de tomber au champ d'honneur, aux côtés de Hachemi M'hamed et Fodil Becherayer, tandis que les forces coloniales ont essuyé de lourdes pertes humaines et matérielles.

La région de Gourara avait connu, à l'instar des autres régions du pays, durant la glorieuse guerre de libération nationale de nombreux faits d'armes dans le Grand Erg Occidental, dont les batailles de Hassi-Saka (15 octobre 1957), Hassi-Tesselgha (6 novembre 1957) et Hassi-Ghambou (21 novembre 1957), pour mettre en échec les plans coloniaux visant à séparer le Sahara du reste du pays.

Cette représentation théâtrale vise à braquer les lumières sur les importantes épopées livrées dans le Grand Erg Occidental contre le colonialisme français et les faire connaître au public, a indiqué le directeur de la culture et des arts de Timimoun, Mohamed Zaza.

R. C.

IL SUCCÈDE À MME SORAYA MOULOUDJI

Zouhair Balalou prend ses fonctions à la tête du ministère de la Culture et des Arts

À LA SUITE du remaniement ministériel annoncé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le lundi 18 novembre 2024, M. Zouhair Balalou a officiellement pris ses fonctions ce mardi, en tant que ministre de la Culture et des Arts, succédant ainsi à Mme Soraya Mouloudji au cours d'une cérémonie de passation au siège du ministère, en présence des cadres du département et des directeurs des institutions culturelles affiliées.

Lors de sa prise de parole, M. Zoheir Balalou a exprimé sa gratitude au président de la République pour la confiance placée en lui, s'engageant à créer des conditions favorables pour mobiliser les élites dans divers domaines en vue de relever les défis culturels et artistiques. Il a également salué les efforts de son prédécesseur, Mme Mouloudji, tout en lui souhaitant réussite et succès dans ses nouvelles responsabilités. De son côté, Mme Mouloudji a remercié le président pour la confiance dont elle a bénéficié et a adressé ses vœux de succès à son successeur.

À peine investi de ses nouvelles fonctions, le nouveau chef du département de la Culture et des Arts, a tenu sa première réunion avec les cadres du ministère au cours de laquelle il a donné des instructions pour poursuivre la mise en œuvre du programme présidentiel visant à renforcer le rôle de la culture et des arts dans la protection de la souveraineté culturelle et de l'identité nationale. Il a également insisté sur la nécessité d'accélérer les efforts avec professionnalisme et rigueur pour atteindre les objectifs fixés.

A.B.



REDONNER À L'HISTOIRE TOUTE SA DIMENSION

Révolution de Novembre et défis de la transmission à l'ère numérique

PARMI LES SUJETS soulevés en coférence lors du salon international du livre, la nécessité d'écrire l'histoire de la glorieuse Révolution de Novembre 1954 par des plumes algériennes a suscité un intérêt particulier. L'écriture de l'histoire du combat libérateur et sa transmission dans des approches méthodologiques adaptées aux jeunes générations a ainsi été le thème d'une conférence animée par de hauts responsables du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit. L'évocation des aspects politique, stratégique et militaire qui font, entre autres, la grandeur de la Révolution de Novembre 1954, ainsi que le parcours exemplaire et singulier de plusieurs de ses valeureux martyrs a ainsi suscité l'adhésion de l'assistance.

Tenu à la grande salle de conférences de la Safex, par le directeur du Centre national des études et des recherches sur le mouvement national et la Révolution du 1er Novembre (CNERMN 54), Hocine Abdessettar et le directeur du Musée national «El Moudjahid», Lyès Naït Kaci, la conférence a porté sur «Mémoire et majesté de la Révolution, entre gage de fidélité et durabilité de la construction».

La rencontre a été organisée par le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, en collaboration avec le Commissariat du 27e Salon International du Livre d'Alger (SILA), en célébration du 70 e anniversaire du Déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Redonner à l'histoire toute sa dimension dans la société à travers un enseignement de qualité basé sur de «nouvelles méthodes pédagogiques» qui tiennent compte de la «connaissance» et de l'»identité», deux facteurs déterminants qui vont «susciter l'intérêt chez les jeunes notamment et dans la société», a indiqué le directeur du CNERMN 54, Hocine Abdessettar.

Dans une approche qui relie le passé glorieux de la Révolution du 1er Novembre 1954, au présent, «la construction et l'accomplissement de l'homme de demain, demeure la pierre angulaire dans le processus de reconstruction de l'Algérie nouvelle», a estimé M. Abdessettar.

«Notre Révolution a inspiré tous les peuples du monde en quête de liberté et la transmission aux nouvelles générations de la résilience du peuple algérien à en découdre avec l'occupant français et la bravoure des combattants algériens au Maquis, est plus qu'importante», a déclaré, pour sa part, le directeur du Musée national «El Moudjahid», Lyès Naït Kaci.

Ce devoir de transmettre l'histoire et la mémoire doit se faire de manière adaptée et accessible, qui tient compte des mentalités de la jeunesse d'aujourd'hui à l'heure du numérique et des réseaux sociaux, pour réussir à «créer l'intérêt et le sursaut nécessaires qui feront de la jeunesse algérienne d'aujourd'hui le premier rempart qui garantisse la cybersécurité de l'Algérie contre toute attaque malveillante», a affirmé M. Naït Kaci.

La mise à contribution des nouvelles technologies et des techniques numériques actuelles pour l'écriture et la présentation de l'histoire sur des supports accessibles à la jeunesse notamment, a été recommandée par le duo de conférenciers.

R. C.

CAN FÉMININE 2024: LE TIRAGE AU SORT LE 22 NOVEMBRE

LE TIRAGE au sort de la Coupe d'Afrique des Nations féminine 2024, aura lieu le vendredi 22 novembre en cours, avec la participation de 12 pays dont l'Algérie, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF). La cérémonie débutera à 20h00 (heure algérienne) soit 19h00 (GMT), et sera retransmise en direct sur les principales chaînes de télévision en Afrique ainsi qu'à l'international. Elle sera également accessible sur la plateforme de streaming numérique de la CAF, CAF TV, précise la même source.Ce tirage au sort revêt une importance capitale, car il déterminera les groupes des 12 meilleures sélections nationales féminines du continent africain.La 13e édition de la Coupe d'Afrique des Nations féminine se déroulera du 5 au 26 juillet 2025 , offrant une nouvelle occasion de célébrer l'excellence du football féminin sur le continent.Pour rappel, l'Algérie a validé son ticket pour la phase finale de la CAN-2024 en décembre 2023, en battant en aller et retour le Burundi : 5-1 puis 1-0. Les deux manches se sont jouées au stade olympique du 5-juillet d'Alger. Les Algériennes signent leur retour sur le plan continental, après leur absence lors des deux dernières éditions de la CAN.En prévision de cet important rendez-vous, la sélection algérienne féminine de football a disputé et concédé deux défaites en amical face à son homologue nigériane les 26 et 29 octobre, respectivement à Ikenne (2-0) et à Lagos (4-1).L'Afrique du Sud, tenante du titre, avait triomphé lors de l'édition précédente de la CAN, organisée en 2022.

Les 12 nations qualifiées : Algérie, Botswana, RD Congo, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Tunisie, Maroc et Zambie.

CAF AWARDS-2024

L'instance continentale dévoile les listes des finalistes

LA CONFÉDÉRATION africaine de football (CAF), a dévoilé lundi sur son site officiel, les listes des finalistes (5 par catégories), pour les trophées des CAF Awards-2024, organisée annuellement par l'instance continentale, prévue le lundi 16 décembre prochain.

«La cérémonie, qui rend hommage à l'excellence du football africain, vise à reconnaître les performances exceptionnelles réalisées tant en clubs qu'en compétitions nationales, avec l'attribution des titres prestigieux de Joueur Africain de l'Année dans les catégories masculines et féminines», indique la même source.Les deux internationaux algériens : l'attaquant Amine Gouiri (Stade rennais/ France) et le gardien Oussama Benbot (USM Alger), figuraient dans la première liste dans trois catégories : Gouiri pour le meilleur joueur de l'année, alors que Benbot était en lice pour le meilleur gardien de but et du joueur interclubs.Au total, sept catégories ont été confirmées par la CAF dans la catégorie masculine, et les cinq meilleurs joueurs, entraîneurs et équipes ont été sélectionnés dans chacune de ces catégories.Le vainqueur final de chaque catégorie sera décidé après les votes d'un panel composé de la Commission Technique de la CAF, des professionnels des médias, des entraîneurs et capitaines des associations membres et des clubs impliqués dans les phases de groupe des compétitions interclubs.Les CAF Awards-2024 couvrent la période allant de janvier 20245 à octobre 2024, conclut le communiqué.

LISTE DES NOMINÉS CAF AWARDS 2024 :

- Joueur Africain de l'Année :
Simon Adingra (Côte d'Ivoire), Serhou Guirassy (Guinée), Achraf Hakimi (Maroc), Ademola Lookman (Nigeria), et Ronwen Williams (Afrique du Sud)

- Gardien de But de l'Année :
André Onana (Cameroun), Yahia Fofana (Côte d'Ivoire), Mostafa Shobeir (Egypte), Stanley Nwabali (Nigeria), et Ronwen Williams (Afrique du Sud)

- Joueur Interclubs de l'Année :
Issoufou Dayo (Burkina Faso), Ahmed Sayed «Zizo» (Egypte), Husseïn El-Shahat (Egypte), Mostapha Shobeir (Egypte), et Ronwen Williams (Afrique du Sud)

- Entraîneur de l'Année :
Pedro Gonçalves (Angola), Marcel Koller (Al-Ahly SC/ Egypte), Sébastien
Desabre (RD Congo), Emerse Faé (Côte d'Ivoire), Hugo Broos (Afrique du Sud)

- Jeune Joueur de l'Année :
Karim Konaté (Côte d'Ivoire), Oumar Diakité (Côte d'Ivoire), Yankuba Minteh (Gambie), Eliesse Ben Seghir (Maroc), Lamine Camara (Sénégal)

- Club de l'Année :
Al-Ahly SC (Egypte), Zamalek SC (Egypte), RS Berkane (Maroc), Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), ES Tunis (Tunisie)

- Equipe Nationale de l'Année :
Côte d'Ivoire, RD Congo, Nigeria, Afrique du Sud, Soudan.

LIGUE 1 MOBILIS (10e JOURNÉE)

Choc des extrêmes au 5-juillet, l'USMA en péril à Constantine

La 10e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, qui débute ce mercredi et s'étale sur quatre jours, sera marquée par le derby des extrêmes entre le co-leader le MC Alger et la lanterne rouge le CR Belouizdad, alors que l'USM Alger, invaincue jusque-là, effectuera un périlleux déplacement à Constantine pour y affronter le CSC.



Vainqueur en déplacement lors de la précédente journée face au MC El-Bayadh (1-0), le MCA (1er, 16 pts) aborde ce derby avec l'intention de l'emporter pour préserver sa position en tête, face à un adversaire, dos au mur, qui occupe la dernière place en compagnie du MC El-Bayadh (7 pts).Le CRB, vice-champion d'Algérie sortant, est en train de réaliser l'un de ses pires débuts de saison de son histoire, d'où l'importance de réagir face au Mouloudia, pour non seulement confirmer son succès décroché sur le terrain de l'ES Mostaganem (2-0) et se relancer.L'USMA, qui se partage la première place avec son voisin le MCA, sera face à un véritable test en défiant le CSC (3e, 15 pts), dans une belle affiche ouverte à tous les pronostics sur la pelouse du stade Chahid Hamlaoui.Battu à deux reprises, lors des trois derniers matchs, le club constantinois aura à cœur d'engranger le gain du match face à la meilleure défense du championnat (1 but encaissé en 8 matchs, NDLR).Les coéquipiers du capitaine Dib, seront appelés à sortir le grand jeu face aux Algérois, pour espérer renouer avec la victoire et préserver leur place sur le podium.

LE MCO POUR CONFIRMER SA SUPRÉMATIE À DOMICILE

L'Olympique Akbou (4e, 14 pts), auteur d'une victoire renversante à la maison face au MC Oran (3-1), enchaînera en recevant l'ES Sétif (8e, 11 pts), avec l'objectif de confirmer son réveil et resté au contact du peloton de tête.L'Entente, auteure jusque-là d'un parcours mitigé, se déplacera pour la
deuxième fois de rang, après sa défaite à Oran face au MCO (1-0).La formation oranaise, dont la belle série de quatre matchs sans défaite a pris fin à Béjaïa, devra impérativement réagir devant ses supporters face à l'USM Khenchela (7e, 12 pts), pour éviter de sombrer dans le doute.Le MCO bénéficiera de la faveur des pronostics, puisqu'il reste invaincu jusque-là dans son antre de Miloud-Hadefi, avec un bilan de 13 points pris sur 15 possibles.L'USMK, victorieuse dans le temps additionnel à la maison face au CSC (1-0), se déplacera à El-Bahia avec un esprit conquérant, pour confirmer son dernier succès et soigner son classement.Dans le ventre mou du tableau, l'ASO Chlef (8e, 11 pts), qui est en train de se refaire une santé après deux victoires de suite, visera la passe de trois à domicile face au NC Magra (12e,9pts).Enfin, le promu l'ES Mostaganem (10e, 10 pts), battue lors des deux derniers matchs, tentera de relever la tête à la maison face à la JS Saoura (10e, 10 pts), dans un match qui s'annonce équilibré.Les deux matchs JS Kabylie - MC El-Bayadh et Paradou AC - US Biskra, ont été reportés à une date ultérieure.

Programme des matchs de la 10e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, prévus mercredi, jeudi, vendredi et samedi :

Mercredi, 20 novembre :
MC Alger - CR Belouizdad
20h00

Jeudi, 21 novembre :
CS Constantine - USM Alger
20h00
Vendredi, 22 novembre :
Olympique Akbou - ES Sétif
15h00
MC Oran - USM Khenchela
17h45
Samedi, 23 novembre :
ASO Chlef - NC Magra
15h00
ES Mostaganem - JS Saoura
16h00

Reportés :
JS Kabylie - MC El-Bayadh
Paradou AC - US Biskra

Algérie : Les révélations chocs du sélectionneur tunisien sur les binationaux

APRÈS la défaite contre la Gambie (0-1), lundi à Tunis, lors de l'ultime journée des éliminatoires de la CAN 2025, le sélectionneur de l'équipe de Tunisie, Kais Yaâkoubi, a lancé un pavé dans la mare, en éclaboussant ostensiblement l'Algérie. Lundi soir sur sa pelouse olympique de Radès, la Tunisie s'est inclinée pour la deuxième fois à domicile, toujours par un but d'écart, après sa défaite contre les Comores (0-1) à la mi-octobre, dans le cadre de la troisième journée qualificative à la CAN 2025. Un revers synonyme de chute au classement FIFA qui avait coûté sa place à Faouzi Benzarti. Ayant hérité de l'équipe depuis quelques semaines à titre provisoire, Kais Yaâkoubi ne parvient pas encore à chasser les doutes autour des Aigles de Carthage. Déjà la semaine passée, lors de la victoire au forceps aux dépens de Madagascar (2-3) pour le compte de l'avant-dernière journée des éliminatoires, la Tunisie a montré d'inquiétants signes de fragilité. Les coéquipiers d'Aïssa Laïdouni (Al-Wakrah SC) se sont fait rejoindre au score à chaque fois avant d'arracher la qualification à la 93e par l'intermédiaire d'Ali Abdi. Ces difficultés sont dues, selon le technicien de 58 ans, au manque de moyens pour attirer des joueurs de qualité, plus précisément les binationaux.L'Algérie accusée d›"acheter" certains binationaux L'occasion d'évoquer l'Algérie en comparaison, insinuant que les Verts n'hésitent pas à signer de gros chèques aux binationaux afin de les convaincre. Le dernier en date serait l'attaquant rennais Amine Gouiri, buteur dimanche pour la manita contre le Liberia (5-1).

« Vous croyez que l'Alégrie ramène des joueurs binationaux, comme Amine Gouiri, gratuitement ? La réponse est non. Le pays voisin met le paquet pour s'offrir les joueurs ayant la double nationalité », a révélé en zone mixte l'ancien coach du Club Africain, qui cite un ancien membre du staff des Verts. « J'ai déjà côtoyé un entraîneur des gardiens de but qui a fait deux Coupes du monde et deux CAN avec l'équipe d'Algérie qui m'a raconté des choses incroyables que vous ne pouvez pas imaginer », a-t-il ajouté. Des déclarations faisant déjà grand bruit, alors qu'un démenti de la Fédération algérienne (FAF) est attendu.

UEFA NATIONS LEAGUE

L'Espagne et le Portugal terminent en tête, la Suisse et la Pologne reléguées

Pour cette fin de phase de groupe de Ligue des Nations, l'Espagne a assuré l'essentiel contre la Suisse (3-2) et a fini leader de son groupe, tout comme le Portugal qui reste en tête de son groupe malgré son match nul contre la Croatie ce soir (1-1).



La Suisse et la Pologne sont reléguées.Assurée d'être reléguée en Ligue B, la Suisse espérait, ce soir contre l'Espagne, partir sur une dernière bonne note. Pour rappel, la Nati a déjà perdu ses trois premiers matches de groupe avant d'enchaîner avec deux matchs nuls. À l'opposé, son adversaire du soir est solide de leader, avec un très bon bilan de cinq victoires et un seul nul. Le match a donc logiquement tourné en faveur de la Roja. Après une faute de Ricardo Rodriguez sur Morata, un pénalty a été accordé pour la formation espagnole (31e). Le tir au but a été manqué par Pedri, mais Yeremy Pino, attentif, a suivi le ballon et a conclu du droit à bout portant (32e, 1-0). À la pause, les hommes de Luis de la Fuente étaient ainsi devant, au tableau d'affichage, grâce à une première période à sens unique, où l'Espagne avait frappé une douzaine de fois au but contre seulement quatre fois pour la Suisse.Faisant preuve de plus d'initiatives au retour des vestiaires, la Suisse s'est offert une égalisation à la 63e minute de jeu. Joel Monteiro a fait jouer sa technique dans la surface pour croiser une frappe qui a fini au fond des filets (63e, 1-1). Mais les Espagnols se sont ressaisis dans la foulée. Bryan Gil a repris une balle perdue dans la surface et a trompé le portier suisse (68e, 2-1).

Après une faute de Ruiz, c'était au tour de la Nati de se voir accorder un pénalty, transformé quelques instants plus tard par Andi Zeqiri (85e, 2-2). Le match s'est terminé par un troisième et dernier pénalty, en faveur des Espagnols, qui leur a permis de prendre l'avantage dans le temps additionnel (90e+3, 3-2). À l'issue du match, l'Espagne termine leader de son groupe avec 14 points.

GVARDIOL ACCROCHE LE PORTUGAL

Dans l'autre choc de la soirée en Ligue A, la Croatie défiait le Portugal. Les coéquipiers de Modric occupaient, avant le match, la deuxième place du groupe avec 7 points. Un match nul ou une victoire était nécessaire pour s'assurer une place pour les quarts de finale. Le Portugal de Roberto Martinez n'avait pas ce genre de problématique. Leader du groupe, le pays restait sur un bon bilan de quatre victoires et un nul. Après une belle passe de Vitinha, João Félix a ouvert ainsi le score à la demi-heure de jeu (33e, 0-1). En fin de première période, Rafael Leao loupe une belle occasion de doubler la mise et frôle le poteau droit croate (45e+2). À l'heure de jeu, Josko Gvardiol pense bien recoller au score, mais sa tentative est signalée hors-jeu par l'arbitre (62e). Mais la deuxième a été la bonne. Le joueur de Manchester City a égalisé à la 65e grâce à un joli centre de Kristijan Jakic (1-1, 65e). Ce résultat permet donc à la Croatie de conserver la seconde place du groupe avec 8 points, et d'ainsi continuer l'aventure en Ligue des Nations. Dans les autres rencontres de la soirée, l'Écosse a vaincu la Pologne (2-1), qui termine à la dernière place et sera donc reversée en Ligue B. La Serbie et le Danemark repartent quant à eux sur un score nul et vierge (0-0).

PREMIER LEAGUE

Manchester United : Ruben Amorim veut mettre 7 joueurs à la porte !

ALORS qu'il a redonné de l'espoir aux supporters de Manchester United avec sa simple arrivée sur le banc mancunien, Ruben Amorim a déjà pris une décision radicale concernant sept joueurs de son effectif, qu'il veut tout simplement pousser vers la sortie.Manchester United n'en pouvait plus d'Erik ten Hag. Sauvé par une victoire en Carabao Cup la saison passée avec les Mancuniens, le technicien batave, contesté depuis des années, n'a pas résisté à son piteux début de saison sur le banc des Red Devils. À la dérive, ces derniers n'étaient plus que l'ombre d'eux-mêmes sur le terrain et se sont enfoncés dans les méandres du classement en Premier League.

Tout cela auquel il faut ajouter des performances moribondes en Ligue des Champions. Dans ce contexte, un maintien d'Erik ten Hag à son poste paraissait absolument surréaliste.Et pour la plus grande joie de plusieurs suiveurs du club le plus titré d'Angleterre, l'ancien coach de l'Ajax Amsterdam a été viré fin octobre par la direction mancunienne. Libéré après la fin de ce mandat calamiteux, Manchester United pouvait aborder sereinement l'avenir et décidait de miser sur Ruben Amorim pour prendre la suite. Brillant depuis plusieurs saisons avec le Sporting CP, le technicien portugais a déjà insufflé un vent nouveau dans le nord de l'Angleterre grâce à sa simplicité et ses premières séances d'entraînement, qui ont déjà été louées par plusieurs joueurs. Et alors qu'il disputera son premier match ce week-end avec United, le coach de 39 ans a déjà avancé ses pions pour préparer la suite avec son nouveau club et a déjà prévu un mercato hivernal animé.

MANCHESTER CITY : GROS REBONDISSEMENT POUR L'AVENIR D'ERLING HAALAND

LES NOUVELLES concernant l'avenir d'Erling Haaland sont plutôt bonnes pour Manchester City…

Ces derniers mois - et ça sera aussi le cas pour ceux qui viennent - il a énormément été question de l'avenir d'Erling Haaland. L'attaquant norvégien, auteur de 15 réalisations en 15 rencontres toutes compétitions confondues en club cette saison, est effectivement de plus en plus annoncé partant. Avec, sans surprise, le Real Madrid et le FC Barcelone en grands favorisEt ce, en grosse partie parce qu'il y a cette fameuse clause libératoire, facilitant un possible départ envers tout gros club non-anglais. Et ce, alors que le Real Madrid semble clairement avoir besoin d'un vrai numéro 9, et que les Catalans pensent déjà à l'après-Lewandowski. Si on parlait d'une clause environnant les 200 millions d'euros, elle ne serait en réalité que de 70 millions d'euros selon Marca. Une bouchée de pain pour un joueur d'un tel niveau.

LIGA

La proposition de Robert Lewandowski au Barça

ROBERT Lewandowski n'entend pas quitter le Barça de sitôt. Sous contrat jusqu'en 2026 avec le club catalan - sous réserve que le Polonais dispute 50% des matches cette saison - l'attaquant de 36 ans traverse une période faste et veut continuer au plus haut niveau. D'après Sport, l'international polonais (156 sélections, 84 buts) souhaiterait encore prolonger son contrat d'une année supplémentaire, soit jusqu'en 2027.Ultra décisif depuis le début de saison avec les Blaugranas, Lewandowski a déjà inscrit 19 buts en 17 rencontres toutes compétitions confondues. Le FC Barcelone verrait d'un bon œil une prolongation de son numéro 9, alors que le club ne trouve pas encore la perle rare pour prendre la succession du Polonais. Si son souhait se réalise, l'ancien avant-centre du Bayern aurait alors 39 ans au moment de quitter le Barça

L'Atlético de Madrid se cherche un nouvel entraîneur !

SENSATION À Madrid. Alors que Diego Simeone s'apprête à fêter ses 13 ans passés à la tête du club rojiblanco, les Colchoneros se seraient mis en quête d'un nouveau coach. Plus par anticipation que par volonté de se séparer d'El Cholo.Il faut croire que l'Atlético de Madrid en a peut-être eu marre de voir le Real Madrid monopoliser l'attention médiatique depuis le début de cette saison 2024/2025. Selon Relevo, les Colchoneros s'activent en coulisses. Sans vouloir pousser Simeone vers la sortie, l'Atlético veut donc protéger ses intérêts futurs Plusieurs noms de coaches sont même cités : Luis Enrique (qui a prolongé au PSG jusqu'en 2027), le sélectionneur Luis de la Fuente, Julen Lopetegui, Mauricio Pochettino, Fernando Torres (coach de la réserve) ou encore Unai Emery. Autant de profils difficilement délogeables à court terme, mais à qui une reprise en main de l'Atlético à moyen terme peut largement être proposée. Une chose est sûre : celui qui succèdera à Diego Simeone (13 ans sur le banc madrilène 2 Ligas, 2 Ligues Europa, 2 Supercoupes d'Europe, 1 Coupe d'Espagne, 2 finales de Ligue des Champions) aura une lourde tâche à assumer



CES 2024 : les premiers NUC signés ASUS ROG depuis le rachat à Intel seront présentés

En prélude au CES 2024, ASUS compte présenter son premier NUC depuis le rachat de la gamme de mini-PC d'Intel.

L'intérêt d'ASUS pour les mini-PC ne date pas d'hier et il y a déjà plusieurs années, la firme avait présenté plusieurs solutions dont l'objectif affiché était de concurrencer les NUC d'Intel.
La concurrence aura finalement été de courte durée puisque, sans doute déçue par les marges qu'elle arrivait à dégager, Intel a décidé – l'an dernier – de stopper ses mini-machines NUC revendant la marque… à ASUS !

Un premier ROG NUC fin et compact

Officialisée en juillet dernier, la cession des activités NUC tardait toutefois à produire ses premiers fruits, mais ASUS vient de rassurer tout le monde au travers d'un tweet repris par nos confrères de VideoCardz.Un tweet qui n'en dit pas beaucoup et suffisamment à la fois. En premier lieu, ASUS confirme que la gamme NUC est bien intégrée à sa marque ROG – pour Republic of Gamers – et qu'il est actuellement question d'une seule nouvelle machine, un seul nouveau NUC. Un NUC qui devrait être différent des mini-PC déjà lancés par ASUS ROG. Le ROG C22H est une machine conçue autour d'un processeur Intel Core i9-14900K lequel est épaulé par une GeForce RTX 4070.

Des composants issus du « mobile » ?

Des composants que l'on imagine assez mal dans le NUC que nous prépare ASUS : les quelques images que l'on peut extraire de la petite vidéo publiée par la marque laissent supposer un mini-PC plus proche de l'Intel NUC 12 Enthusiast « Serpent Canyon ».
Il est bien trop tôt pour avancer la moindre certitude, mais la machine semble plus fine et plus plate. Le Serpent Canyon intégrait un CPU et un GPU conçus pour le monde du mobile. Il serait logique de retrouver des composants assez similaires dans l'ASUS ROG NUC.
Un pied de nez à l'histoire serait qu'ASUS conçoive un jour un NUC à base de composants AMD, mais nous n'en sommes pas là. En attendant, la marque nous donne rendez-vous lundi 8 janvier à 18 h, heure de Paris, pour sa conférence CES 2024.

OpenAI, Amazon, Google ? Même pas peur pour Intel, qui crée carrément sa propre société d'intelligence artificielle générative



On connaît très bien Intel pour son expertise en CPU (dont la dernière génération vient d'être enfin officialisée) et un peu plus récemment pour son travail sur ses GPU Intel ARC. En revanche, l'entreprise était un peu plus timide concernant le développement d'un modèle d'IA. Cela fait désormais partie du passé, car Intel vient de créer Articul8 AI Inc. en collaboration avec DigitalBridge Group, Inc.
Une démarche qui vise avant tout à offrir une plateforme logicielle d'intelligence artificielle entièrement sécurisée et optimisée pour les entreprises. Lors de ce premier déploiement, Articul8 a prouvé qu'elle pouvait adapter son logiciel à un panel plutôt large d'applications, et qu'il pouvait être utilisé par des acteurs très différents : aérospatiale, industrie des semi-conducteurs, télécommunications ou services financiers.

Google Bard Advanced, la version la plus évoluée de l'IA générative du géant, devrait être payante



UNE FOIS ENCORE, Google va suivre le modèle d'OpenAI, en proposant une version payante de son chatbot IA Bard. Les chatbots alimentés par l'intelligence artificielle ont été la grande avancée de l'année 2023.
Mais pour faire fonctionner un ChatGPT ou n'importe lequel de ses concurrents, il est nécessaire d'avoir une puissance de calcul extrêmement élevée, qui coûte très cher à utiliser. Alors pour tenter de rentrer dans ses frais, voire même générer des bénéfices, le modèle payant apparaît comme une solution très attractive pour les acteurs du secteur. Une solution qui devrait être prochainement adoptée par Google.

3 mois gratuits, et puis, il faudra ouvrir le portefeuille

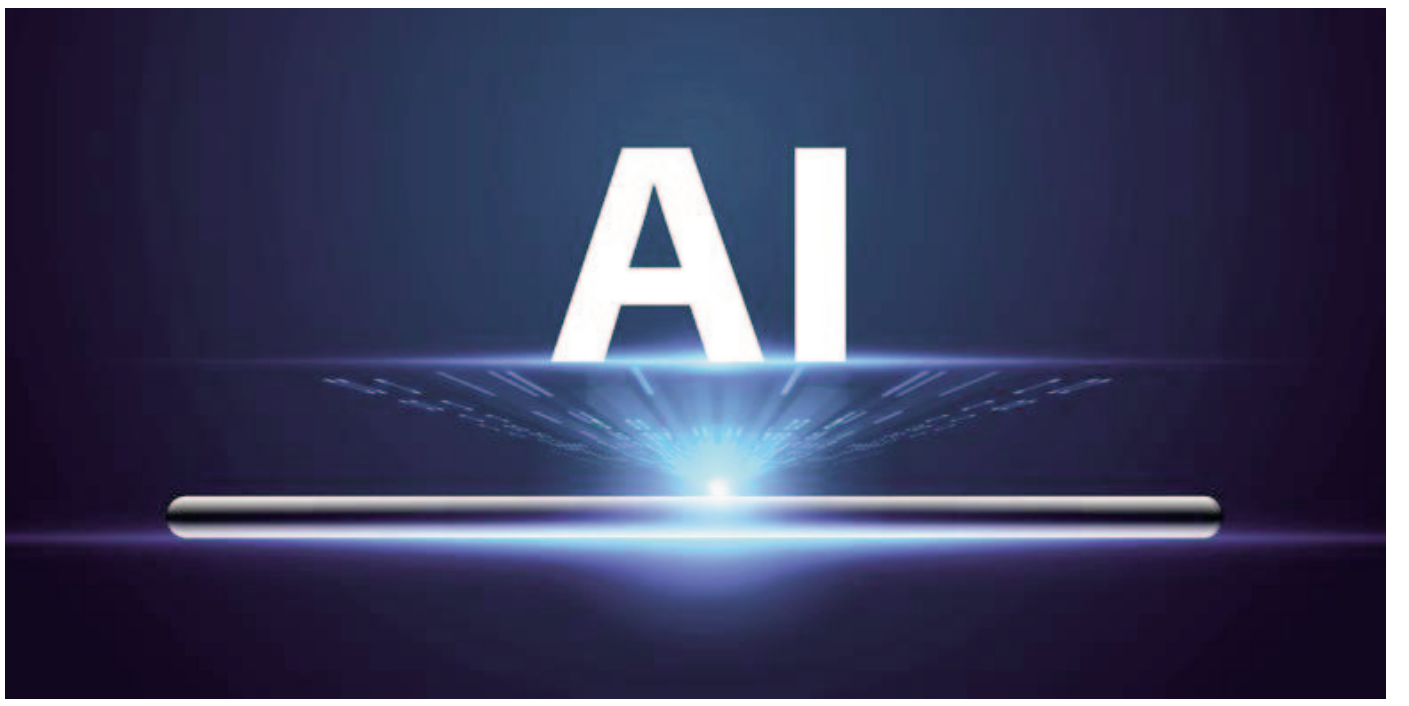
Tout le monde connaît ChatGPT Plus, la version payante de ChatGPT qui bénéficie de GPT-4. Et, de même, bientôt, tout le monde devrait avoir entendu parler de Bard Advanced, une version améliorée de Bard… et une version qui sera payante. En effet, le twitto Bedros Pamboukian vient de découvrir dans le code de Google Bard Advanced l'idée que les internautes pourront l'utiliser gratuitement durant trois mois.
Le corollaire de cette affirmation, évidemment, est qu'après ce premier trimestre, il faille payer pour pouvoir continuer à bénéficier des services de l'IA. Aucune indication sur le prix de l'hypothétique abonnement n'a par contre pu par être recueillie.

Un Gemini boosté pour Bard Advanced ?

Au mois de décembre dernier, Google présentait son nouveau modèle de langage Gemini, qui devait lui permettre de répondre à GPT-4. Ce dernier se décline en trois versions, dont une, Gemini Pro, est celle qui fait travailler le chatbot Bard que l'on connaît actuellement. Les deux autres versions sont Gemini Nano et Gemini Ultra, qui ne sont pas encore proposés au public. Selon les mots de de Google, Gemini Ultra alimentera Bard Advanced.
Le géant californien n'a pour le moment pas communiqué sur la date exacte de sortie de ce nouveau produit. Mais entre les informations qui commencent à filtrer, et l'annonce de Google en décembre dernier que son officialisation devrait avoir lieu « rapidement l'année suivante », nous ne sommes pas à l'abri d'une bonne surprise dans les prochaines

La résilience des données est primordiale à « l'ère de l'IA »

Dans un contexte où l'IA se démocratise, la résilience des données constitue une défense essentielle contre les menaces imprévues. Les entreprises doivent adopter une approche globale, alliant transparence, sauvegarde et réaction rapide face aux perturbations. Décryptage…



Si la célèbre phrase « Les données sont le nouveau pétrole » a été prononcée il y a environ vingt ans par Clive Humby, l'intelligence artificielle (IA) représente aujourd'hui l'arrivée d'un nouveau moteur à combustion. « L'ère de l'IA » que nous connaissons, avec une prédominance incontestable du sujet, n'est que le chapitre le plus récent d'une longue histoire : celle de la transformation numérique.

On comprend facilement pourquoi l'ensemble des secteurs d'activité s'est pris d'engouement pour l'IA, en raison de son potentiel à la fois immense, passionnant et révolutionnaire. Cependant, les entreprises qui se lancent dans l'IA doivent impérativement s'assurer qu'elles ont mis en place des processus venant soutenir la résilience de leurs données et s'assurer que celles-ci soient disponibles, exactes, protégées et pertinentes pour que la continuité d'activité soit effective en toutes circonstances. Car c'est en prenant soin de ses données qu'on prend réellement soin de son entreprise.

Déjouer le shadow IT

En ce qui concerne des éléments aussi omniprésents et changeant que les données d'une entreprise, il est conseillé d'anticiper des formations et des contrôles dès le début des projets, pour éviter à quiconque de devoir résoudre des problématiques au dernier moment, une fois le mal fait. Selon une étude de McKinsey sur l'IA, 65 % des personnes interrogées ont déclaré que leur entreprise utilisait régulièrement l'IA générative (soit deux fois plus qu'il y a dix mois). Le résultat le plus marquant est que près de la moitié des répondants reconnaissent une tendance à « fortement personnaliser » les modèles existants, voire à développer eux-mêmes leurs propres modèles.

Ce constat est typique de la nouvelle vague de « shadow IT » selon laquelle des logiciels ou des systèmes sont utilisés sans autorisation ou par des inconnus au sein d'une. Suivre les outils utilisés par chaque équipe métier est déjà difficile en soit, au sein d'une grande entreprise.

A cela s'ajoute le risque que certains services ou individus, en charge de construire ou d'adapter de grands modèles de langage (LLM), complexifient à leur tour la gestion et le suivi des mouvements de données et des risques dans l'ensemble de l'entreprise. Exercer un contrôle total est quasiment impossible en réalité ; mettre en place des processus et organiser des formations autour du data stewardship (intendance des données), de la data privacy (confidentialité des données) et de la propriété intellectuelle sont autant de mesures qui peuvent permettre à l'entreprise d'avoir une défense plus solide en cas de problème.

Les risques doivent être gérés

Il n'est pas pour autant nécessaire de surveiller et d'encadrer complètement le progrès. En effet, il est possible pour les entreprises et leurs services de tirer énormément de valeur de cet outil formidable qu'est l'IA. Parce qu'elle s'intègre rapidement à la pile technologique, il faut vérifier qu'elle respecte bien les principes de gouvernance et de protection des données de l'entreprise. Pour la plupart des outils d'IA, le défi consiste à atténuer le risque opérationnel des données qui transitent par eux, en prenant en compte trois facteurs de risque spécifiques : la sécurité (que se passe-t-il si un tiers accède aux données ou les dérobe ?), la disponibilité (que se passe-t-il en cas de perte d'accès aux données, même temporairement ?) et l'exactitude (que se passe-t-il si les données à partir desquelles nous travaillons sont erronées ?).

A ce stade, la résilience des données devient indispensable. Car face à l'intégration des outils d'IA au sein de la pile technologique, il faut que le « paysage des données » bénéficie d'une bonne visibilité, gouvernance et protection dans son ensemble. Il est bon, pour cela, de reprendre la triade « CIA », pour Confidentialité, Intégrité et Disponibilité des données. Utiliser les modèles d'IA au sein d'une entreprise, de façon endémique ou incontrôlée, pourrait créer des lacunes. La plupart des services placent déjà la résilience des données comme une priorité, mais il faut également prendre en compte les LLM et autres outils d'IA dans cette démarche. Pour cela, il faut identifier les données les plus critiques et savoir où elles se trouvent. Que l'on dispose d'une bonne gouvernance ou d'une bonne résilience des données, l'utilisation incontrôlée de l'IA pourrait causer de sérieux problèmes à l'entreprise concernée sans la mise en place d'une formation adéquate. Pire encore : elle pourrait même ne pas en avoir connaissance.

Renforcer la résilience des données sur le long terme

Le défi d'assurer la résilience des données est de taille : comme cela concerne l'entreprise entière, tout le monde doit faire preuve de responsabilité. Comme tout évolue très vite, c'est aussi une tâche qui doit se maintenir dans le temps. La croissance de l'IA n'est qu'un exemple parmi les autres éléments auxquels il est nécessaire de réagir et de s'adapter.

Par ailleurs, la résilience des données est une mission qui englobe la gestion des identités, la sécurité des appareils et des réseaux, ainsi que les principes de protection des données tels que la sauvegarde et la restauration. Il s'agit d'un vaste projet de réduction des risques qui nécessite deux éléments essentiels pour être efficace : la visibilité – comme mentionné plus haut – et l'adhésion de la direction.

Maintenir la résilience des données doit se faire dès la salle du conseil d'administration, pour garantir le succès des projets, l'existence de fonds suffisant et l'absence d'écarts de protection et de disponibilité.

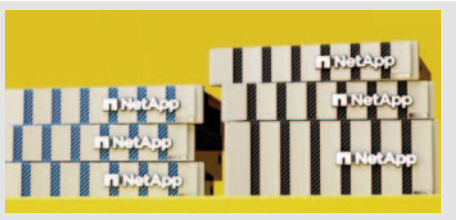
Ce problème concerne tout le monde, personne n'est exempté.

Si la tâche semble lourde, il ne faut pas se laisser décourager avant même d'avoir commencé. On ne peut pas être sur tous les fronts en même temps, et l'essentiel est de faire au mieux, plutôt que rien du tout. Surtout, il est conseillé de ne pas attendre trop longtemps, sous peine que les LLM se multiplient dans toute l'entreprise et complexifient la situation. Il faut s'attendre à ce que beaucoup d'entreprises affrontent les mêmes problèmes que ceux liés à leur migration vers le cloud il y a quelques années, par exemple de se lancer à corps perdu dans les nouvelles technologies sans avoir mieux anticipé les choses, et devoir faire marche arrière.

Réaliser des exercices pour tester sa résilience est une bonne idée.

Lors des tests, il faut s'assurer de prévoir des scénarios réalistes pour les pires éventualités ; autant que possible, il ne faut, par exemple, pas compter sur le responsable de la gestion des risques (qui a tout autant le droit de prendre des vacances que n'importe quel autre salarié).

NetApp booste ses baies d'entrée de gamme



NETAPP annonce des mises à jour de ses gammes de stockage flash avec l'introduction de nouveaux modèles d'entrée de gamme dans les séries A et C visant les PME, les besoins à l'Edge et les succursales de grandes structures.

Avec les nouveaux systèmes introduits cette semaine, NetApp vise à offrir un stockage moderne « de niveau grande entreprise » accessible à des organisations de taille plus modeste. En même temps, NetApp a amélioré sa solution de stockage d'objets StorageGRID pour répondre aux besoins croissants en matière de gestion des données.

La nouvelle série A, composée des modèles AFF A20, A30 et A50, apporte des performances élevées et une protection avancée contre les ransomware. Ces modèles viennent ainsi compléter par le bas une gamme jusqu'ici composée des A150, A250, A70, A90 et A1K (les trois derniers renouvelant des A400, A800 et A900 toujours au catalogue). Selon le constructeur, ces nouvelles baies d'entrée de gamme disposent « latence inférieure à la milliseconde avec des performances jusqu'à 2,5 fois supérieures à celles de leurs prédécesseurs (NDLR : les A150 et A250) ». L'A20 propose une capacité de stockage brut de départ de 15,35 To, tandis que l'A30 (destiné à remplacer l'A150) peut atteindre plus d'un pétaoctet de stockage brut. Le modèle A50, quant à lui, offre une performance doublée par rapport à son prédécesseur (l'A250) tout en utilisant un tiers de l'espace en rack. Ces systèmes sont conçus pour répondre aux exigences des applications critiques, telles que les bases de données et les charges de travail d'intelligence artificielle.

En parallèle, la série C de NetApp s'enrichit des modèles C30, C60 et C80, des baies qui donnent la priorité aux capacités de stockage pour des coûts moindres. Ces systèmes utilisent des disques SSD QLC pour offrir une capacité de stockage de 1,5 pétaoctet dans une configuration compacte de deux unités de rack. Avec sa densité 4 fois supérieure aux baies de l'an dernier, la série C est idéale pour les organisations cherchant à moderniser leurs infrastructures de stockage hybrides tout en réduisant l'espace (avec des gains jusqu'à 99%) et la consommation énergétique (avec des gains jusqu'à 97%).

Ces baies sont bien évidemment animées par la dernière itération du logiciel de stockage unifié ONTAP et proposent une réduction « always on » des données, une disponibilité à six-neufs, une intégration transparente au cloud, et surtout une protection IA autonome et temps réel contre les ransomwares offrant une fiabilité supérieure à 99 % et une récupération garantie.

L'Islande a le taux d'utilisation d'antidépresseurs le plus élevé au monde !



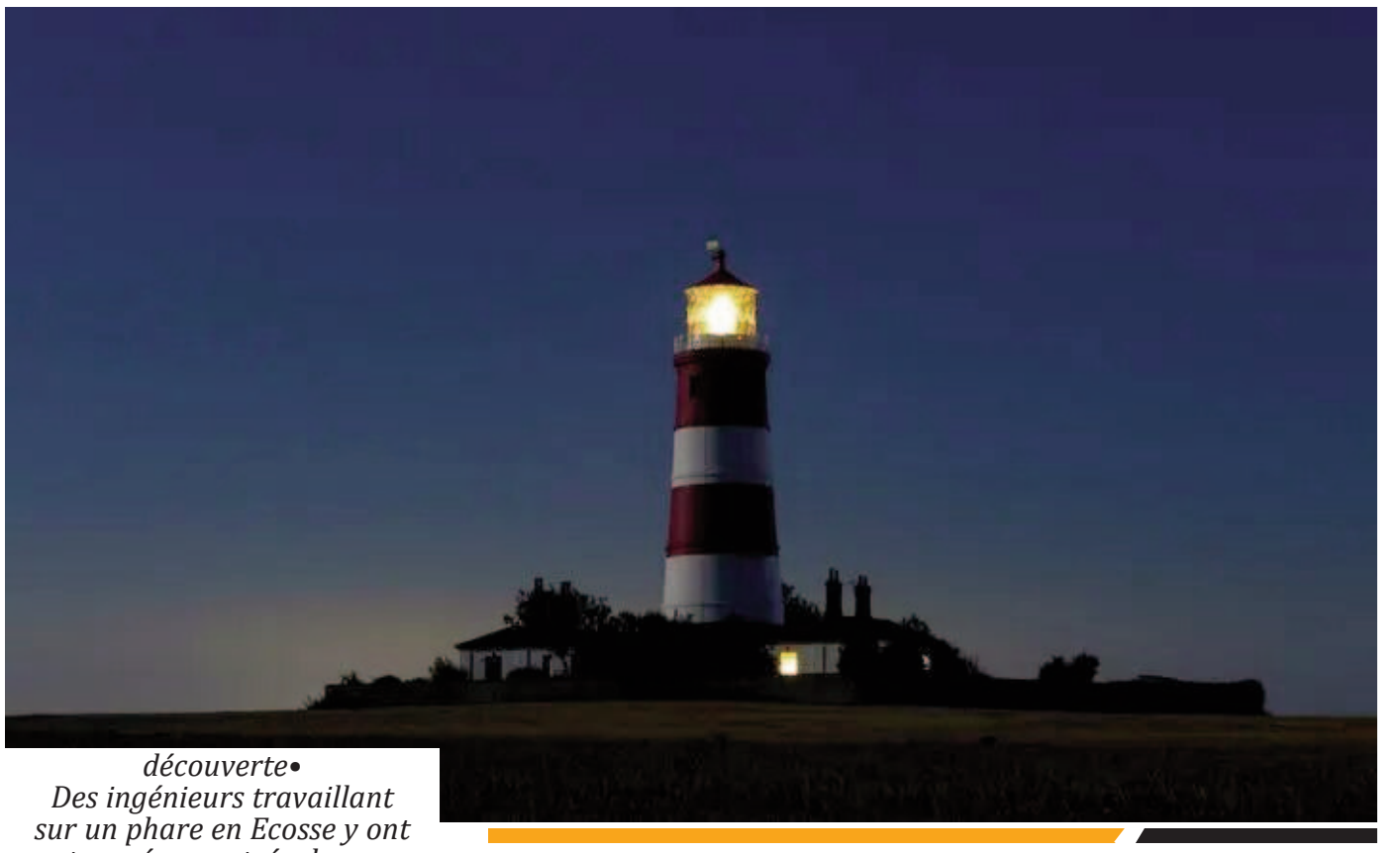
SELON un rapport publié par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les pays riches et développés consomment en moyenne 10% plus d'antidépresseurs qu'il y a une vingtaine d'années.
Cette augmentation a beaucoup à voir avec la prise de conscience croissante de la dépression, qui a rendu le traitement de la maladie avec des médicaments plus socialement acceptable.
Le pays où l'on consomme le plus d'antidépresseurs est l'Islande où les trois principales banques du pays ont fait faillite au début de la crise. Presque deux fois plus élevée que la moyenne mondiale, la consommation d'antidépresseurs du pays a augmenté de près de 50% au cours de la période observée.

Trop de café et de stress peuvent causer des niveaux très élevés d'hallucinations !

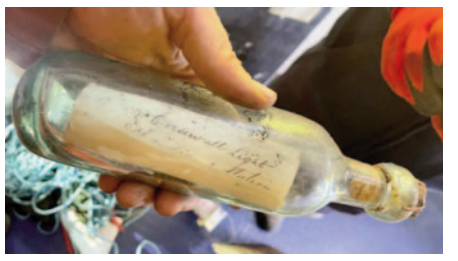
DES CHERCHEURS de l'université de La Trobe, en Australie, ont rapporté dans la revue scientifique « Personality and Individual Differences » qu'une consommation élevée de café peut provoquer de fortes hallucinations auditives.
Les scientifiques ont mesuré l'effet de la caféine et du stress sur 92 participants et ont constaté que seulement cinq tasses de café par jour peuvent déclencher ce type d'hallucination.
Le psychologue Simon Crowe a déclaré que des taux élevés de caféine associés à des niveaux élevés d'événements stressants interagissent pour causer des niveaux élevés d'hallucination chez les participants.
Il existe, selon les chercheurs, un lien entre les niveaux élevés de stress et de psychose, et il a été conclu que la caféine soit en corrélation avec la prédisposition à halluciner. La combinaison de la caféine et du stress affecte la probabilité qu'un individu éprouve un symptôme semblable à la psychose.

LE SAVIEZ VOUS

Un message vieux de 132 ans retrouvé dans une bouteille cachée dans un phare en Ecosse



découverte• Des ingénieurs travaillant sur un phare en Ecosse y ont retrouvé, encastrée dans un mur, une bouteille contenant un message daté de 1892



Une bouteille contenant un message vieux de 132 ans a été retrouvée dans les murs du phare de Corsewall, en Ecosse. D'après la BBC, il s'agirait du premier message de ce type découvert dans un phare en Ecosse.
La bouteille de 20 cm a été retrouvée par hasard lors d'une visite d'inspection effectuée par un ingénieur mécanicien. La lettre qu'elle contient, datée du 4 septembre 1892, mentionne les noms des trois ingénieurs responsables de l'installation d'un nouveau type de lumière dans le phare de Corsewall, ainsi que les noms des trois gardiens du phare.

« Une étrange coïncidence »
Pour extraire le message, les ingénieurs ont dû découper le bouchon en liège, qui s'était collé au verre à travers le temps, et le percer avec précaution. Ils ont extrait le billet au moyen de deux morceaux de câble. « C'était comme s'ils faisaient partie de notre équipe au lieu d'être seulement quatre, nous étions tous là à partager ce qu'ils avaient écrit parce que c'était tangible et que l'on pouvait voir le style de leur écriture », a déclaré Barry Miller, l'actuel gardien du phare.
« C'est une étrange coïncidence d'avoir trouvé la note alors que l'on travaillait sur l'équipement décrit dans la note », a déclaré l'un des ingénieurs travaillant sur la lampe près de laquelle la bouteille a été retrouvée. La bouteille et la note sont actuellement conservées au siège du Northern Lighthouse Board à Edimbourg. D'après l'homme de 36 ans, elles seront replacées à l'endroit où elles se trouvaient, accompagnées d'une nouvelle bouteille et d'une note que les ingénieurs d'aujourd'hui comptent rédiger.

Bretagne : Une mystérieuse carte postale met 47 ans à arriver dans leur boîte aux lettres

LA PERSONNE qui avait écrit la carte est décédée depuis des années
Imaginez-vous recevoir un courrier que vous n'attendiez pas, de le part d'une personne décédée depuis des années. Cette histoire a été vécue par un couple habitant dans l'Aisne, qui a reçu une mystérieuse carte postale envoyée il y a quarante-sept ans. Cette anecdote rigolote est rapportée par nos confrères de L'Union, qui ont pu rencontrer Micheline et Gérard, habitants de Pernant, près de Soissons.
Début novembre, les retraités ont eu la surprise de trouver une carte postale montrant les plages de la côte sauvage de Quiberon, dans le Morbihan. « Amical souvenir de vacances, très beau temps (c'est donc possible en Bretagne). Beaucoup de coups de soleil. A bientôt. Grosses bises. »
Le courrier est signé d'une certaine Paulette, ancienne voisine du couple axonais.
Le problème, c'est que la rédactrice est décédée depuis bien des années. Parce que sa petite carte aura mis 47 ans à parcourir les 600 km séparant Plouhinec, où elle avait été postée, de Pernant. Comment expliquer que le courrier ait mis tant de temps à arriver ? D'après la Poste, la carte a sans doute été retrouvée par hasard, potentiellement lors de travaux ou d'un déménagement de ses services. Il arrive parfois que des courriers tombent derrière une machine lors du tri ou de l'expédition.
On n'en saura pas plus. D'après L'Union, la carte avait bien été postée le 16 août 1977 à Plouhinec. Quant au cachet de réexpédition, il émanerait d'un bureau de Poste du Pas-de-Calais. Sacré périple.

Rome

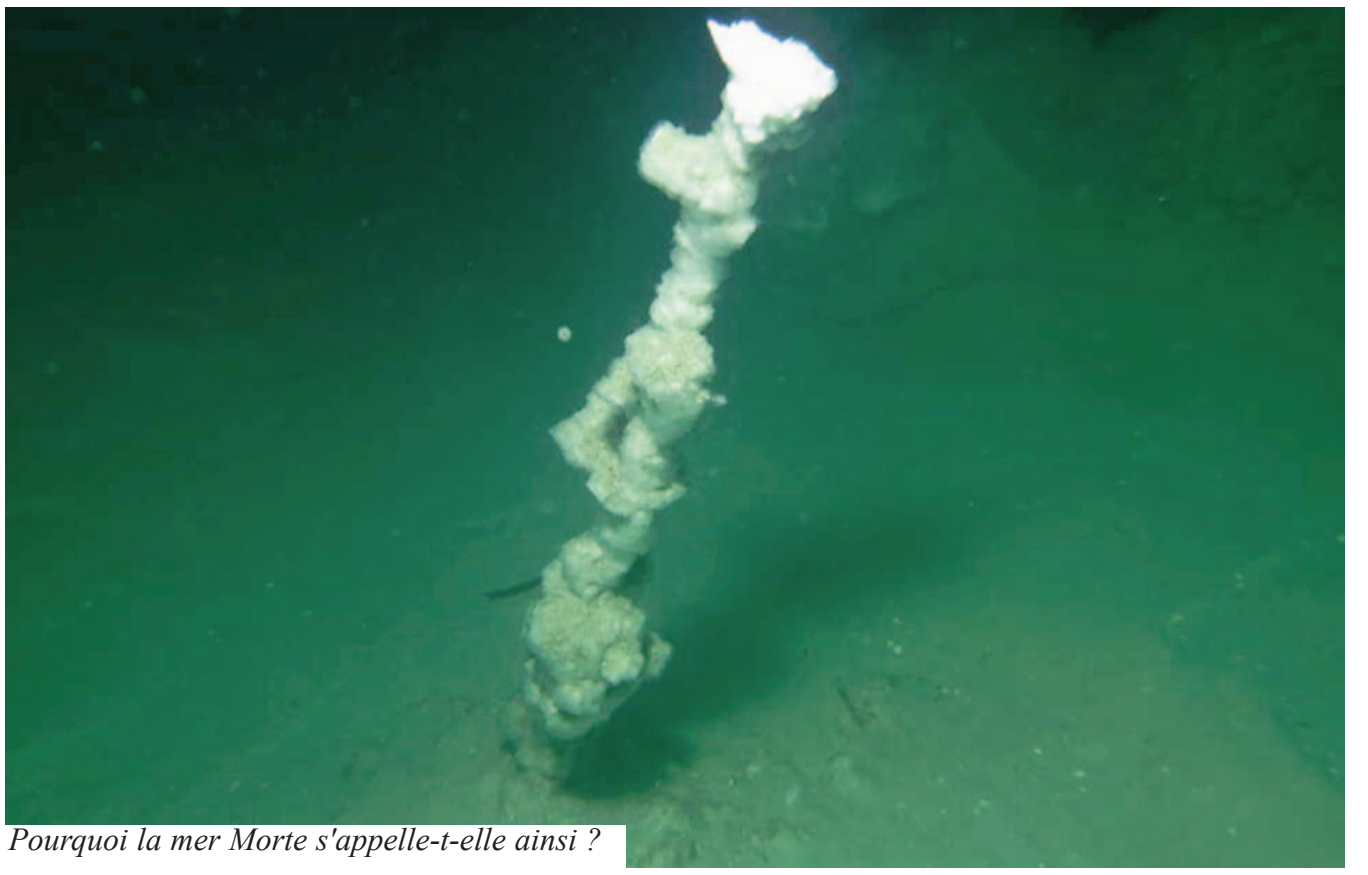
Les combats de gladiateurs reviennent au Colisée après 1.600 ans: l'incroyable expérience proposée par Airbnb

L'EMBLÉMATIQUE Colisée de Rome accueillera des combats de gladiateurs pour la première fois depuis environ 1 600 ans, grâce à un partenariat avec Airbnb. Pour célébrer la sortie du prochain film Gladiator II, Airbnb sélectionnera au hasard quelques chanceux qui visiteront le Colisée les 7 et 8 mai prochains pour vivre une expérience unique, sur les traces des gladiateurs d'antan.
Les combats de gladiateurs vont faire leur retour au Colisée après 1.600 ans. Airbnb proposera cette visite éducative unique en son genre en mai 2025. Les touristes s'habilleront en tenue romaine et suivront les traces des anciens guerriers. Les plus courageux pourront même participer à des combats reconstitués. Les candidatures ouvriront le 27 novembre, et les participants seront tirés au sort.



D'exceptionnels "fumeurs blancs" découverts pour la première fois dans les profondeurs de la mer Morte

Pour la première fois, des chercheurs ont découvert des cheminées de plusieurs mètres de haut au fond de la mer Morte, formées par la cristallisation spontanée de minéraux provenant d'eaux souterraines. Leur cartographie pourrait contribuer à prévoir le risque d'effondrement des sols dans la région (Helmholtz Centre for Environmental Research)



Pourquoi la mer Morte s'appelle-t-elle ainsi ?

Vous connaissiez peut-être le panache sombre et riche en composés soufrés des "fumeurs noirs", ces cheminées hydrothermales situées au niveau des dorsales océaniques marquant la frontière entre deux plaques tectoniques, à plusieurs milliers de mètres de profondeur. Pour la première fois, des chercheurs allemands et israéliens ont découvert leur opposé, en termes de couleur : des "fumeurs blancs".

Formées par la cristallisation spontanée de minéraux provenant des eaux souterraines, ces cheminées ont été découvertes au fond de la mer Morte, rapportent les auteurs d'une étude publiée en ligne le 15 octobre dans la revue Science of the Total Environment.

Pouvant croître de plusieurs centimètres en une seule journée, ces tubes mesurent en moyenne un à deux mètres de haut, bien que certains "géants" culminent à plus de sept mètres de haut, avec un diamètre supérieur à 2 ou 3 mètres (communiqué du Helmholtz Centre for Environmental Research en Allemagne, UFZ).

Le chemin de l'eau à travers la roche

Bordée par Israël, la Jordanie et la Cisjordanie, la mer Morte – définie en réalité comme un lac – voit son niveau baisser d'environ un mètre par an depuis plus d'un demi-siècle.

Coupée de ses principaux affluents, elle perd en effet de grandes quantités d'eau par évaporation en raison de la sécheresse et de la chaleur. Sa surface s'établit aujourd'hui à environ 438 mètres en dessous du niveau moyen de la mer.

En conséquence, le niveau de la nappe phréatique baisse, ce qui rend de plus en plus difficile l'accès aux ressources en eau pour les populations. Christian Siebert, hydrogéologue à l'UFZ, étudie la manière dont les aquifères trouvent de nouveaux chemins à travers la roche, à la fois sur terre et sous la mer Morte. C'est son équipe de plongeurs qui a ainsi découvert les "fumeurs blancs".

D'après son étude, les eaux des aquifères environnants pénètrent dans les sédiments salins de la mer, lessivant des couches de roches extrêmement anciennes et épaisses composées principalement d'halite, une roche salée. Ce contact forme alors de l'eau salée – autrement dit, de la saumure.

"Comme la densité de cette saumure est légèrement inférieure à celle de l'eau de la mer Morte, elle s'élève comme un jet. Cela ressemble à de la fumée, mais c'est un fluide salin", explique l'hydrogéologue (communiqué). Au contact de la mer, les sels dissous cristallisent spontanément après avoir émergé, formant des cheminées.

Des traces infimes de chlore 36 (un isotope du chlore) ainsi que l'analyse génétique réalisée sur les microbes contenus dans l'eau des cheminées ont confirmé que les fumeurs blancs trouvaient leur origine dans les aquifères à proximité, les sels n'ayant été absorbés que dans les derniers mètres avant que l'eau ne pénètre dans la mer Morte.

Alerte à l'effondrement

Par ailleurs, ces "fumeurs blancs" pourraient servir d'indicateurs d'alerte précoce avant l'effondrement des "dolines" – des cratères d'affaissement pouvant atteindre 100 mètres de large et 20 m de profondeur, issus des milliers de cavités qui se sont formées le long de la mer Morte par "karstification" du sous-sol, c'est-à-dire par dissolution de couches massives de sel.

"À ce jour, personne ne peut prédire où se produiront les prochaines dolines. Elles constituent également un danger de mort et une menace pour l'agriculture et les infrastructures", souligne Christian Siebert (communiqué). Or, l'équipe de recherche a pu montrer que les cheminées s'étaient formées là où le processus de karstification du sous-sol semblait avoir été particulièrement efficace. "Cela fait des fumeurs blancs un excellent outil de prévision pour localiser les zones qui risquent de s'effondrer dans un avenir proche", estime ainsi le chercheur. Des engins autonomes équipés d'échosondeurs ou de sonars pourraient être utilisés pour cartographier les cheminées avec une grande précision, suggère-t-il.

Les dolines ne sont pas l'apanage exclusif des environs de la mer Morte. Des trous béants dans le sol apparaissent au Royaume-Uni, engloutissant parfois des maisons, des voitures et des parcelles de route.

Les sol britanniques étant en grande partie constitués de craie, de gypse ou de calcaire, de fortes pluies peuvent en effet entraîner des sédiments à travers des "tuyaux de dissolution" verticaux, formant d'immenses cavités prêtes à s'effondrer.

En Sardaigne, vent de révolte contre les énergies renouvelables

EN PLEINE nuit cet été, les boulons d'une éolienne de Sardaigne ont été dévissés, une opération de sabotage reflétant le fort rejet suscité sur place par les énergies renouvelables.

Le climat venteux et ensoleillé de la grande île italienne de Sardaigne en font un territoire idéal pour les énergies éolienne et solaire, mais l'intérêt qu'y portent les investisseurs inquiète certains habitants, qui estiment que leur région est exploitée.

Si les boulons desserrés ont été découverts avant que l'éolienne ne s'effondre, elle n'est pas la seule infrastructure à avoir été vandalisée cet été.

"Il y a un rejet viscéral des projets d'énergie renouvelable.

La situation est vraiment tendue, le vandalisme vise à intimider les décideurs politiques", explique Marta Battaglia, responsable de l'association environnementale Legambiente en Sardaigne.

"Les gens disent que les énergies renouvelables font peur et défigurent le paysage, conduisant ainsi à la perte de notre identité", observe-t-elle.

Des mouvements de résistance similaires existent dans d'autres pays européens, comme au Royaume-Uni ou en France.

"Mais le paysage sarde est déjà altéré par le changement climatique", note Marta Battaglia. L'île est en première ligne face au réchauffement climatique, subissant sécheresse et incendies estivaux qui envahissent de fumée ses célèbres plages de sable blanc.

En outre, la Sardaigne est la région qui émet le plus de gaz à effet de serre par habitant en Italie, selon l'Institut pour la protection et la recherche environnementales (ISPRA).

"Invasion"

En 2022, 74 % de l'énergie de la Sardaigne était d'origine thermoélectrique, dont la plupart provenait du charbon, alors que l'Italie cherche à éliminer progressivement ses centrales à charbon, dont deux en Sardaigne devant fermer d'ici 2028.

C'est toutefois avec la promesse de mettre un frein à ce qu'elle appelle "l'invasion" des renouvelables qu'Alessandra Todde a été élue présidente de la région de Sardaigne en février, après une hausse du nombre de demandes de permis de construire.

Les opposants aux renouvelables arguent que les grandes entreprises projettent d'installer des structures qui produiraient bien plus d'électricité que ce dont aurait besoin la Sardaigne et d'envoyer l'excédent dans d'autres régions d'Italie. Un corridor électrique reliant l'île au reste du pays devrait être ouvert à cet effet en 2028.

Le surplus d'énergie pourrait également être stocké en Sardaigne pour produire de l'hydrogène, qui serait utilisé dans des industries difficiles à décarboner.

La Sardaigne dispose actuellement d'une capacité de production maximale de 2,78 gigawatts et il faudrait que ce chiffre augmente de 6,2 gigawatts d'ici 2030 pour atteindre les objectifs de transition fixés par l'Union européenne dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.

La société de réseau électrique italienne Terna affirme avoir reçu 804 demandes de raccordement d'énergies renouvelables au réseau, ce qui représente une capacité de production totale de 54 gigawatts, mais seulement 0,4 gigawatt a reçu un feu vert.

Un territoire "inapproprié"

Alors qu'un cadre national a finalement été défini dans un décret en juin, Alessandra Todde a réitéré sa promesse électorale et décrété en juillet un moratoire de 18 mois sur l'ensemble des nouveaux projets d'énergies renouvelables, y compris ceux qui avaient déjà reçu une autorisation et dont les travaux n'avaient pas encore commencé. Le gouvernement a de son côté fait savoir qu'il contesterait ces moratoires devant la Cour constitutionnelle.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

BIEN-ÊTRE



Mal de ventre, constipation... Les symptômes du cancer colorectal sont assez imprécis au départ. Quand des signes surviennent, c'est souvent que la maladie est plus avancée voire se métastase.

Les 3 symptômes qui peuvent révéler un cancer colorectal

Le cancer colorectal peut toucher le côlon et le rectum et évolue souvent sans faire de bruit (d'où l'intérêt du dépistage proposé gratuitement par l'Assurance maladie entre 50 et 74 ans). C'est le troisième cancer plus mortel chez la femme, le deuxième chez l'homme. Diagnostiqué à un stade précoce, le cancer colorectal peut être guéri dans 9 cas sur 10. A l'occasion de Mars bleu, mois dédié au dépistage du cancer colorectal, nous avions interrogé le Dr Hervé Gautier, oncologue et président du Comité 91 de la Ligue contre le cancer, pour faire le point sur les symptômes (trois en particulier) qui peuvent évoquer un cancer colorectal, chez la femme et l'homme.

Quels sont les symptômes du cancer colorectal ?

"Les symptômes du cancer colorectal sont au départ assez imprécis. Ils se précisent au fur et à mesure que la maladie avance" répond d'emblée le Dr Gautier. Ceux qui doivent attirer l'attention
sont :des troubles du transit : constipation soudaine ou qui s'aggrave, diarrhée qui se prolonge ou alternance de diarrhée et de constipation
des douleurs abdominales comme des coliques , la présence de sang dans les selles (rouge ou noir)

"Ensuite il y a deux symptômes plus généraux comme la fatigue et la perte de poids qui peuvent survenir un peu après, poursuit le médecin. Il y a également progressivement une anémie (carence en fer) qui s'installe en lien avec les saignements dans les selles. Quand la maladie est plus importante, cela peut aller jusqu'à l'occlusion intestinale mais le cancer est déjà très évolué dans ce cas."

Les symptômes du cancer colorectal sont-ils différents entre les femmes et les hommes ?

Les symptômes du cancer colorectal sont les mêmes chez la femme et chez l'homme "mais il peut y avoir des nuances modérées selon la localisation du cancer" précise le médecin.

Le cancer colorectal touche le côlon et le rectum. Le côlon a plusieurs segments : le côlon gauche, le côlon droit, le côlon transverse. "Le cancer peut toucher l'une ou l'autre de ces parties. Généralement, il se répartit un peu plus à droite chez les femmes et à gauche chez l'homme. Quand le cancer est à droite, les symptômes sont moins précis. Quand il est à gauche et surtout quand il touche le rectum, s'il entraîne des saignements, ça se verra plus vite, même chose s'il y a des troubles du transit, ils se verront plus vite."

Le cancer colorectal peut-il rester asymptomatique ?

Oui. "Pour qu'un cancer de ce type apparaisse, il faut 5 à 10 ans. Pendant longtemps, il n'y a donc pas de symptômes" prévient le Dr Gautier.

La plupart des cancers colorectaux sont liés à la transformation maligne d'un polype présent dans le côlon or "un polype peut se cancériser avec un délai assez long" ajoute l'oncologue.

Quels sont les symptômes en cas de cancer colorectal métastasé ?

"Les métastases sont observées dans 40 à 60% des cas de cancer colorectal" rapporte la Société nationale française de gastro-entérologie (SNFGE) "et sont découvertes généralement lors des examens de surveillance à distance du traitement initial du cancer" poursuit le Dr Gautier. Il n'y a donc pas de symptômes facilement repérables au début de leur formation. "Les métastases surviennent rarement d'emblée, il faut que la maladie soit initialement étendue localement, poursuit notre interlocuteur. C'est surtout pour des maladies avec envahissement ganglionnaire que les métastases apparaissent, plutôt qu'au moment du diagnostic pour les patients qui vont se faire dépister." Les métastases du cancer colorectal sont d'abord ganglionnaires puis se diffusent par voie sanguine au niveau du poumon et du foie. "C'est pour ça que des radios pulmonaires sont recommandées tous les ans aux patients traités pour un cancer colorectal et que l'on surveille aussi le foie par échographie abdominale avec des durées et des variations selon les protocoles."

Y-a-t-il des facteurs facilitant le cancer colorectal ?

"Oui" répond notre interlocuteur qui évoque la présence "d'antécédents particuliers" devant augmenter la vigilance et inciter au dépistage.

"Il y a les antécédents personnels de polypes, les antécédents familiaux s'il y a par exemple un cancer colorectal avant 60 ans chez un parent du premier degré ou un cancer chez deux parents du premier degré, il faut être vigilant et surveiller plus intensivement la personne.

On sait aussi que chez les femmes, il y a plus de cancer du côlon que de cancer du rectum alors que c'est l'inverse chez l'homme.

Enfin, il y a des maladies particulières dont certaines héréditaires à risque élevé de cancer qui sont les maladies inflammatoires du côlon comme la maladie de Crohn ou la rectocolite ou une maladie génétique, la polypose familiale" explique le Dr Gautier. Le manque d'activité physique et de consommation de fibres jouent aussi un rôle.

"Quand le cancer est à droite, les symptômes sont moins précis"

Eau dans le poumon : comment soigner un œdème pulmonaire ?

L'ŒDÈME AIGU du poumon (œdème pulmonaire ou OAP), provoqué par une maladie cardiaque, est une urgence médicale. Quelles sont les causes ? Comment le soigner ? Un œdème pulmonaire aigu se définit par la présence de liquide dans les alvéoles pulmonaires. L'immense majorité des œdèmes pulmonaires sont d'origine cardiaque. Il s'agit d'une urgence médicale. Qu'est-ce qui provoque l'œdème pulmonaire ?

Quelle est la définition d'un œdème pulmonaire ?

Comme tous les œdèmes, l'œdème aigu du poumon, OAP ou œdème pulmonaire aigu, se caractérise par une accumulation anormale et brutale de liquide dans le poumon, plus exactement dans les alvéoles pulmonaires (petites poches où ont lieu les échanges gazeux avec le sang) "alors que normalement il n'y a pas de liquide dedans, simplement de l'air", avance d'emblée Dr Stéphane Boulé, cardiologue et membre de la Fédération Française de Cardiologie, qui



ajoute : "Il s'agit d'une urgence médicale." Toutefois, un OAP n'est pas une maladie des poumons. "Il s'agit de la conséquence d'une maladie du cœur. Cela s'intègre dans ce que l'on appelle l'insuffisance cardiaque".

Qu'est-ce qui provoque un œdème pulmonaire ?

→ Un dysfonctionnement cardiaque. Un OAP peut arriver "du fait d'un dysfonctionnement du cœur qui n'assume plus efficacement son rôle de pompe pour différentes raisons", explique Stéphane Boulé.

Quelle que soit la cause, si le cœur ne pompe plus correctement le sang, celui a alors tendance à stagner en amont, dans les vaisseaux du poumon. Si la pression du sang dans ces vaisseaux devient trop importante, il va alors y avoir une fuite de liquide de ces vaisseaux vers les alvéoles du poumon."

→ Des lésions cardiaques. Si l'immense majorité des OAP sont d'origine cardiaque, certains proviennent d'une lésion et sont donc appelés OAP lésionnels. Ces derniers sont provoqués par un traumatisme causé par une rupture de la membrane située entre les vaisseaux et les alvéoles pulmonaires : on parle de SDRA (syndrome de détresse respiratoire aiguë). La présence de liquide dans les alvéoles pulmonaires sera responsable d'une diminution de la qualité des échanges gazeux, entraînant des difficultés respiratoires importantes, suivant la rapidité de la constitution et l'importance de l'invasion liquidienne.

→ Une pneumopathie infectieuse ou toxique

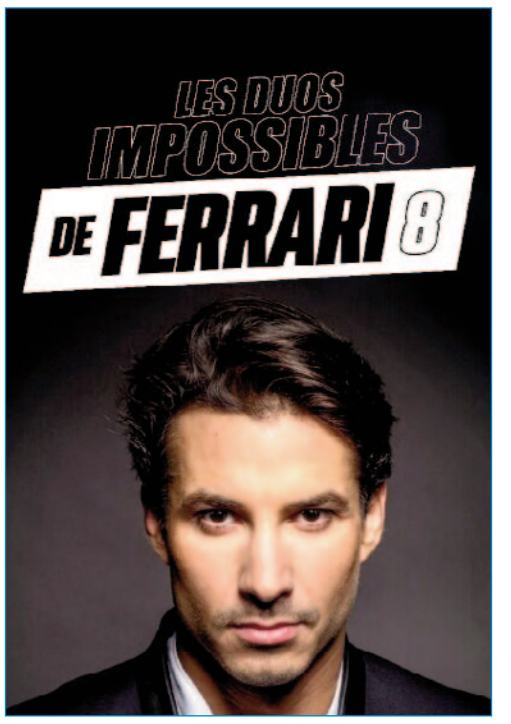
→ Un traumatisme

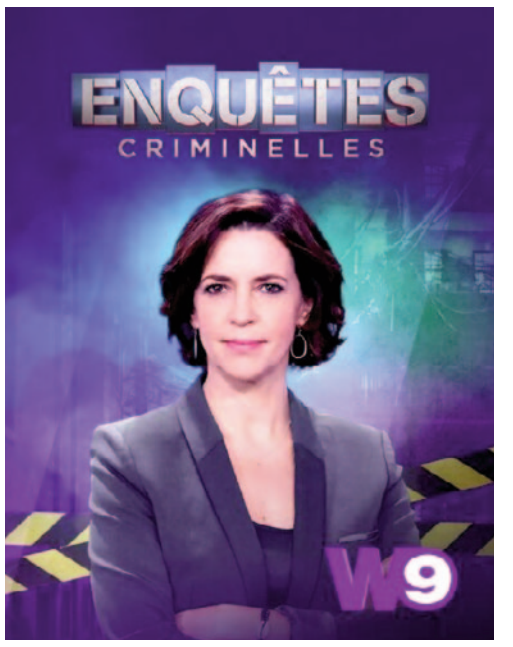
Comment soigner un œdème du poumon ?

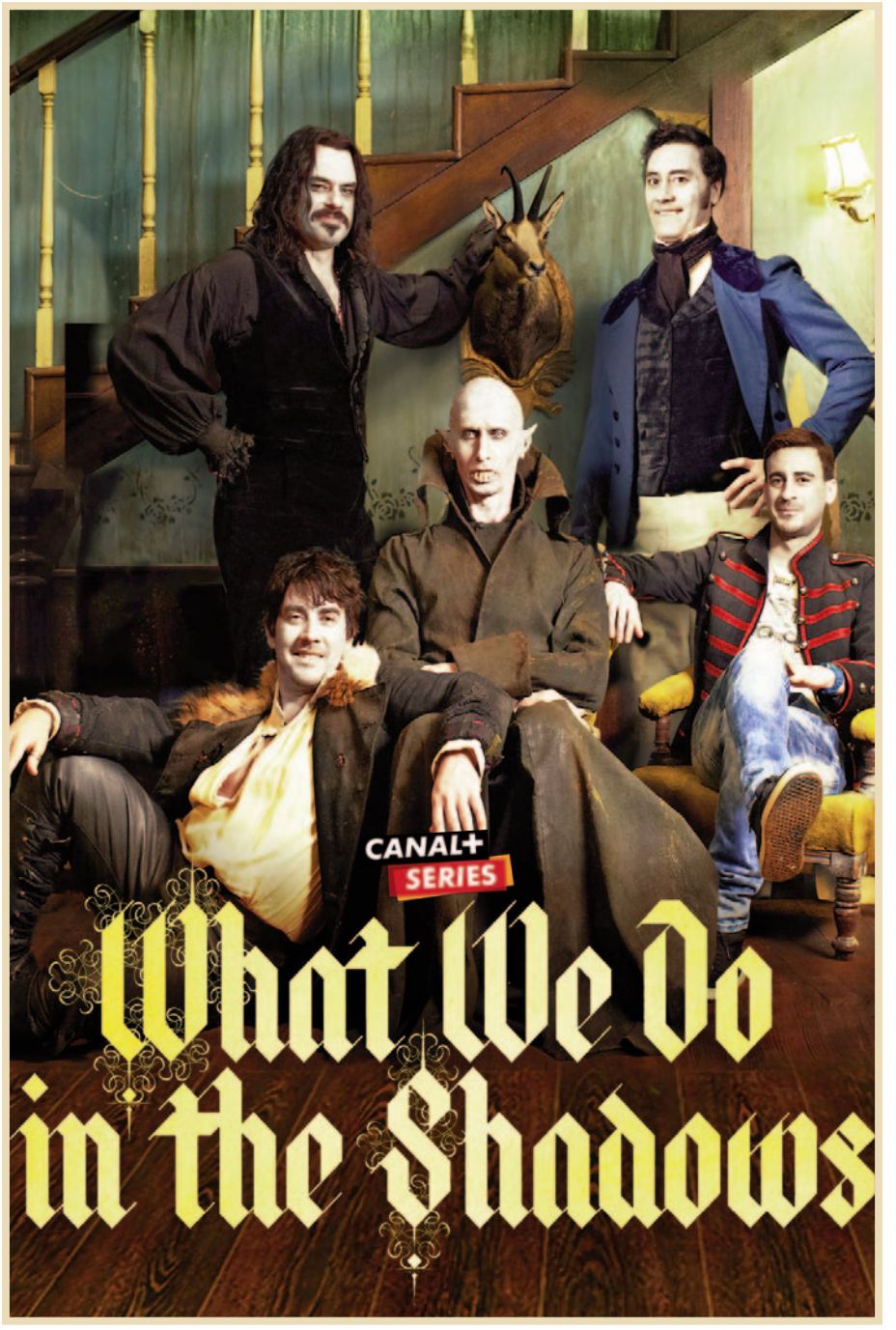
Le traitement de l'OAP inclut systématiquement un vasodilatateur (dérivés nitrés), médicament capable de dilater les vaisseaux, des injections de diurétiques en vue d'éliminer l'excès d'eau et un apport d'oxygène ("oxygénothérapie"). "L'OAP s'intègre bien souvent dans le cadre d'une insuffisance cardiaque chronique sous-jacente, qui est donc connue et doit bénéficier d'un traitement de fond optimal. C'est un point essentiel. Il faut traiter la cause, traiter la maladie cardiaque responsable pour éviter à tout prix la survenue d'un œdème pulmonaire", précise Stéphane Boulé.







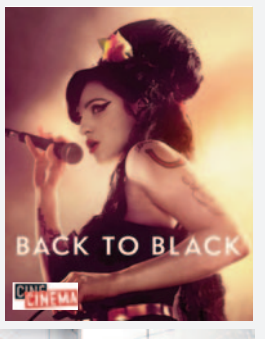




JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Série policière Etats-Unis — TF1
Esprits criminels

21h00 Téléfilm dramatique France - 2024 — France 2
Signalements

20h55 Divertissement — M6
La France a un incroyable talent

21h05 Humour France - 2024 — CANAL+
Les duos impossibles de Jérémy Ferrari

21h00 Magazine de société — W9
France
Enquêtes criminelles

21h00 Film de guerre — CINE+ FRISSON
Etats-Unis - 2000
U-571

20h40 Comédie — 6ter
France -2002
Le boulet

21h39 Cinéma - 2023 — CINE+ PREMIER
Les algues vertes

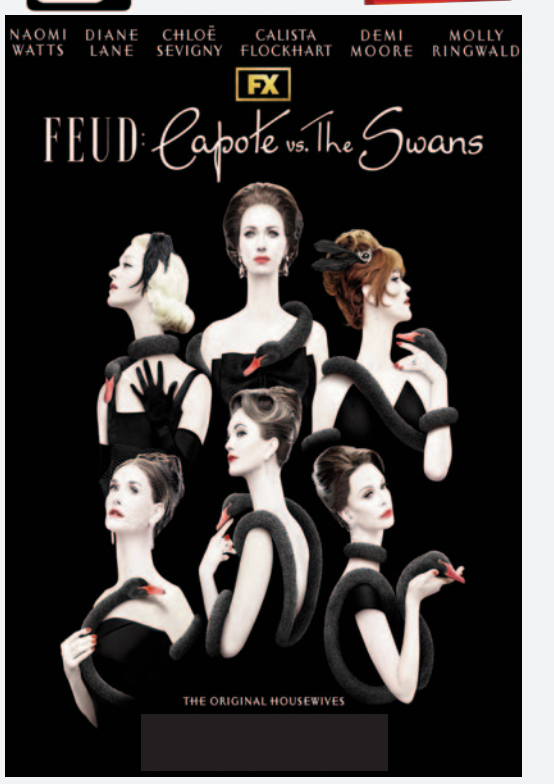
21h20 Thriller France - 2022 — C8
Le Torrent

21h10 Cinéma États-Unis - 2024 — CINE+ CINEMA
Back to Black

21h00 Comédie — CINE+ FAMIZ
États-Unis - 2008
Max la menace

21h20 Société — TMC
France - 2024
Le doc Quotidien

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique Etats-Unis - 2024
Saison 2

Feud

Le célèbre écrivain, Truman Capote, poignarde dans le dos plusieurs de ses amies - qu'il appelait ses "cygnes" - en publiant un roman intitulé "La Côte Basque 1965" dans Esquire en 1975.

22h54

Série humoristique États-Unis - 2024
Saison 1

What We Do in the Shadows

Guillermo, revenu à la vie humaine après avoir brièvement goûté à l'immortalité, doit réévaluer son rôle et ses aspirations. Pendant ce temps, les vampires constatent qu'ils n'ont guère progressé en un demi-siècle ; une prise de conscience amplifiée par le retour de Jerry, un ancien colocataire qui vient de se réveiller après un sommeil de cinquante ans.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
05:35	12:15	14:57	17:16	18:44	

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:39	12:19	15:02	17:22	18:49

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:53	12:34	15:17	17:37	19:04

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:40	12:24	15:17	17:37	18:59

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:00	12:40	15:24	17:44	19:11

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:04	12:45	15:29	17:49	19:16

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:07	12:48	15:33	17:53	19:19

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8045 – MERCREDI 20 NOVEMBRE 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	22°	16°
Oran	21°	16°
Constantine	21°	9°
Ouargla	27°	18°

ESPAGNE

Nouvelle terre d'opportunités pour les travailleurs africains

L'Espagne ouvre une nouvelle porte aux travailleurs étrangers, en particulier aux Africains, avec des visas de travail spécialement conçus pour combler les pénuries dans certains secteurs stratégiques.



Le pays s'ouvre aux travailleurs étrangers.

Ce programme, qui s'inscrit dans une stratégie nationale, vise à dynamiser l'économie tout en offrant une alternative légale et structurée à ceux qui rêvent d'une expérience professionnelle en Europe. Les secteurs ciblés ne sont pas choisis au hasard : l'agriculture, essentielle pour des tâches saisonnières comme la cueillette de fruits, et l'hôtellerie-restauration, pilier du tourisme espagnol, figurent parmi les domaines prioritaires. Lors d'une intervention en octobre dernier au Parlement, le Premier ministre Pedro Sánchez a souligné le rôle crucial des immigrés dans l'économie espagnole, affirmant que ceux issus du Maghreb représentent entre 25 % et 50 % des emplois dans des secteurs clés comme l'agriculture, la construction et l'hôtellerie. Ce constat illustre l'importance de cette initiative pour répondre à des besoins de main-d'œuvre persistants. Concrètement, les travailleurs étrangers auront accès à des contrats de neuf mois, renouvelables une fois, avec la possibilité, dans certains cas, de décrocher un emploi permanent. La procédure, bien que rigoureuse, reste accessible : l'employeur doit d'abord obtenir un permis de travail auprès des autorités espagnoles, avant que le candidat ne soumette sa demande de visa au consulat espagnol de son pays d'origine.Les avantages sont nombreux : un séjour légal en Espagne, une expérience professionnelle reconnue dans l'espace Schengen, une éventuelle stabilisation via un contrat permanent et une couverture sociale conforme aux normes européennes. Cependant, ces opportunités ne sont pas sans conditions : il faut une promesse d'embauche, un visa de travail approprié et le respect des critères spécifiques au secteur concerné. En misant sur ce programme, l'Espagne espère trouver un équilibre entre ses besoins économiques et les aspirations des travailleurs étrangers. Une initiative qui, au-delà de son enjeu immédiat, pourrait renforcer les liens entre l'Europe et l'Afrique, tout en ouvrant une nouvelle ère de collaboration et de mobilité internationale. Depuis le début de l'année, plus de 42 000 migrants sans papiers sont arrivés en Espagne, soit une augmentation de 59 % par rapport à 2023, la grande majorité d'entre eux ayant entrepris la périlleuse traversée vers les îles Canaries. Ces arrivées ont mis en évidence une importante source potentielle de main-d'œuvre pour une économie confrontée à des défis démographiques considérables.

Majda Khalef

MASCARA

Plusieurs projets inspectés par le wali

LE NOUVEAU wali de Mascara, Fouad Aïssi, a effectué, hier, une série de visites inopinées dans plusieurs communes, dans le cadre de l'examen des projets de développement, ponctuées par des rencontres avec la société civile. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la wilaya. Au début de sa visite, le wali et la délégation qui l'accompagnait se sont rendus au site du Musée national de l'Emir-Abdelkader, dans la commune de Sidi Kada, lieu de naissance du fondateur de l'Etat algérien moderne, en raison de son importance pour la wilaya. Des explications lui ont été fournies sur l'étude liée à la préparation de ce site par le bureau d'études, ajoute le communiqué. M. Aïssi a ordonné au directeur de la culture de préparer une présentation de l'étude en utilisant la technologie 3D. Il a également inspecté la route nationale 14 au kilomètre 302, qui souffre d'un problème de pente glissante sur le bord de la route. Le wali a instruit le directeur des travaux publics d'entamer les démarches administratives et d'informer les citoyens de la réalisation du projet dont les travaux débuteront d'ici à 2025.

Le nouveau responsable s'est ensuite dirigé vers l'APC de Sidi Kada et a inspecté les services de l'état civil, le bureau d'hygiène, le service de retrait des documents biométriques ainsi que le registre de doléances. Il a également écouté les préoccupations de certains citoyens. Fouad Aïssi a, par ailleurs, inspecté le projet de construction de 100 logements sociaux. Il a ordonné au directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière et au directeur du logement de programmer une réunion afin de trouver des solutions techniques et juridiques pour sa relance, lit-on dans le communiqué. Le wali a visité, par la suite, le chantier du futur complexe scolaire et a demandé au directeur de l'équipement public ainsi qu'à l'entrepreneur chargé des travaux de livrer le projet au cours du mois de mars 2025 et de renforcer l'atelier avec des moyens matériels et humains.

Lors d'une autre visite surprise, le wali s'est rendu à l'école primaire Tariq Ibn Ziyad, au village de Sidi Mahieddine, où il a inspecté la cantine scolaire et a donné des instructions fermes au directeur de l'école et au chef de l'établissement sur la nécessité de respecter les conditions de préparation des repas, conformément à ce qui est requis par les textes réglementaires applicables en la matière, conclut le texte.

D'Oran, Brahim Mazi

TEBBOUNE A REÇU DEUX RESPONSABLES AMÉRICAINES

L'importance du partenariat Algérie-USA soulignée

LA SOUS-SECRÉTAIRE d'Etat américaine à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'Homme, Uzra Zeya, a mis en avant l'importance du partenariat entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, au sortir de l'audience que lui a accordé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lundi. Mme Uzra Zeya, qui était accompagnée de la sous-secrétaire d'Etat américaine aux affaires du Proche-Orient, Mme Barbara Leaf, a relevé l'engagement des deux pays à œuvrer ensemble à promouvoir les libertés fondamentales et à valoriser les droits de l'Homme. Elle a souligné que cette rencontre avait permis «de procéder à l'évaluation des relations entre les deux pays, notamment dans le domaine sécuritaire», ajoutant : «Nous avons réaffirmé notre engagement à œuvrer ensemble pour promouvoir les libertés fondamentales». Lors de cette rencontre, il a également été question de «souligner les progrès historiques réalisés par les deux pays dans le domaine de la coopération commerciale ainsi que dans la lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme et la traite des êtres humains», a-t-elle ajouté. A ce propos, elle a salué «la consolidation des relations entre les deux peuples outre le renforcement des liens diplomatiques entre les deux pays, en œuvrant à relever les défis que connaît la région». «Nous faisons face à une recrudescence historique des déplacements forcés, et nous saluons les efforts des autorités algériennes qui s'emploient ardemment à résoudre la question de la migration clandestine de manière sûre, fluide et humaine», a soutenu Mme Uzra. Et de poursuivre dans ce sillage : «Nous savons pertinemment que notre partenariat bilatéral est essentiel à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité de l'Afrique du Nord, de la région du Sahel et de son voisinage», ajoutant que «notre coopération bilatérale se renforce, car nous sommes d'accord sur la valorisation des droits de l'Homme».

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, du Conseiller du président de la République, chargé des organisations non gouvernementales (ONG) et des droits de l'Homme, Hamid Lounaouci, et de l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Sabri Boukadoum, précise la même source. Il convient de noter que le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a également reçu les deux responsables américaines.

Hamid B.